



# Assemblée générale

Soixante-seizième session

**63<sup>e</sup>** séance plénière

Mardi 29 mars 2022, à 10 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid ..... (Maldives)

La séance est ouverte à 10 h 5.

## Séance commémorative à l'occasion de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves

### Point 120 de l'ordre du jour

#### Commémoration de l'abolition de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément au paragraphe 4 de la résolution 73/345 du 16 septembre 2019, l'Assemblée générale va tenir une séance commémorative à l'occasion de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.

#### Déclaration du Président

**Le Président** (*parle en anglais*) : Pendant quatre siècles, plus de 15 millions d'hommes, de femmes et d'enfants en provenance de toute l'Afrique ont été assujettis, enchaînés et transportés contre leur gré vers les Amériques. Beaucoup ont péri au cours de ce voyage, succombant aux conditions effroyables. Pour ceux qui ont survécu, une vie sans compassion, sans joie et sans liberté les attendait. Ils ont été soumis à la torture et au travail forcé pour le restant de leur jours.

Telle était la réalité brutale de la traite transatlantique des esclaves, qui reste à ce jour le plus grand déplacement forcé d'un peuple dans l'histoire. L'esclavage avait pour but de supprimer les noms,

l'individualité et l'héritage de ses victimes. En consignant, en partageant et en étudiant leurs histoires, nous les empêchons de tomber dans l'oubli et nous réaffirmons leur valeur humaine individuelle.

C'est pourquoi nous observons aujourd'hui la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, sous le thème « Histoires de courage : résistance à l'esclavage et unité contre le racisme ». Il est de notre devoir de continuer à sensibiliser aux séquelles pernicieuses de l'esclavage, notamment le racisme, la discrimination et l'injustice sociale, tout en célébrant le courage de ceux qui se sont opposés à ce système brutal. Nous ne devons jamais oublier et devons toujours rappeler les enseignements de ce chapitre tragique de notre histoire. Ce faisant, nous devons, sans tergiverser, reconnaître certains éléments, notamment le fait que de nombreuses personnes d'ascendance africaine ont été volées à leurs foyers, enchaînées, séparées de leurs familles, achetées, vendues, maltraitées, torturées et violées dans leur corps et leur esprit. On ne peut espérer qu'un tel traumatisme collectif, enduré pendant des centaines d'années par des générations successives, guérisse rapidement. Aujourd'hui encore, les conséquences de la traite transatlantique des esclaves, et les attitudes racistes qui l'ont favorisée, perdurent et affectent la vie de nombreuses personnes d'ascendance africaine.

Il y a des années, j'ai visité l'île de Gorée, au Sénégal, qui était le plus grand centre de commerce d'esclaves de la côte ouest-africaine du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Entassées dans de petites cellules, les personnes réduites en esclavage étaient enchaînées et mises aux fers. Leur seule échappatoire était la petite porte de non-retour par laquelle tous les hommes, femmes et enfants marchaient jusqu'au navire dans lequel ils seraient expédiés à travers l'océan Atlantique pour construire le nouveau monde.

L'esclavage était non seulement une terrible épreuve individuelle, mais aussi un traumatisme culturel subi par un groupe de personnes soumis à une douleur et une torture si inhumaines qu'elles déshumanisaient leur existence, leur identité de groupe, leurs valeurs, leurs sentiments et leur perception culturelle du monde. Comme le reconnaissent la Déclaration et le Programme d'action de Durban, les personnes d'ascendance africaine continuent de subir de manière disproportionnée les conséquences de la traite des esclaves et du colonialisme. Elles connaissent des formes multiples et aggravées de discrimination. Cette discrimination recoupe souvent d'autres formes de préjugés, visant la langue, la religion, le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, les handicaps ou le statut de naissance, entre autres nombreux aspects qui viennent amplifier la discrimination initiale. Et ces dernières années, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a été un facteur aggravant, car elle a exercé une pression considérable sur les systèmes sociaux et mis à nu les inégalités flagrantes auxquelles sont confrontés les membres de communautés déjà marginalisées. Être solidaire des victimes est le strict minimum que nous puissions faire. Nous devons agir pour remédier à ces inégalités.

La semaine dernière, je suis allé voir l'*Arche du retour*, mémorial permanent érigé à l'ONU en hommage aux victimes de la traite transatlantique des esclaves. Il nous rappelle que ce n'est qu'en prenant acte de l'histoire que nous pourrions comprendre comment elle continue d'influencer et d'affecter le présent, et ce n'est qu'alors que nous pourrions traiter correctement les injustices qui perdurent. Et ce n'est qu'en s'attaquant à ces injustices que nous pourrions véritablement honorer les victimes qui ont été la proie de l'une des institutions les plus vicieuses jamais conçues par l'humanité.

Dans cet esprit, honorons la mémoire des victimes en nous élevant contre le racisme et la discrimination, en appelant à de plus grands engagements en faveur de la justice sociale et en célébrant l'égalité de valeur et de dignité de toutes nos communautés, indépendamment de la caste, des croyances ou de la couleur de la peau.

Avec espoir et conviction, prenons la résolution d'écrire un nouveau chapitre de notre histoire, empreint de justice et d'égalité.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

**Le Secrétaire général (parle en anglais) :** J'ai l'honneur de me joindre à l'Assemblée générale pour rendre hommage aux victimes et aux personnes rescapées de la traite transatlantique des esclaves.

Nous en savons beaucoup sur la traite transatlantique d'Africains réduits en esclavage, et la journée d'aujourd'hui est l'occasion de perpétuer le souvenir de ce crime contre l'humanité, de cette traite d'êtres humains d'une ampleur sans précédent, de ces transactions économiques avilissantes et de ces violations inqualifiables des droits humains. Mais il y a aussi beaucoup de choses que nous ne savons pas, et la journée d'aujourd'hui doit être une occasion d'apprendre.

Derrière les faits et les chiffres se dessinent les histoires de millions de personnes : des histoires de souffrance et de douleur indicibles ; des histoires de familles et de communautés déchirées ; mais aussi des histoires de courage et de bravoure extraordinaires face à la cruauté des oppresseurs. Nous devons raconter ces histoires de résistance juste, de Zumbi dos Palmares, au Brésil, à la Reine Nanny des Marrons, en Jamaïque, en passant par la reine Ana Nzinga du Royaume du Ndongo, dans l'actuel Angola, Toussaint Louverture de Saint-Domingue, dans l'actuel Haïti, et bien d'autres.

Nous devons également entendre les récits de l'interdiction du commerce des esclaves dans l'imamat du Fouta Toro, dans l'actuel Sénégal, sous le règne d'Abdoul Kader, bien avant que les mouvements abolitionnistes ne prennent de l'ampleur en Europe et dans les Amériques. Nous ne saurons jamais tous les actes de résistance, si ambitieux ou modestes qu'ils fussent, qui ont lentement mais sûrement permis de triompher de l'injustice, de la répression et de l'asservissement. Néanmoins, les récits de ces actes sont indispensables pour comprendre un passé dont l'une des séquelles les plus pernicieuses et les plus durables continue d'entacher notre présent : le racisme.

Le commerce transatlantique d'Africains réduits en esclavage a contribué à façonner les conceptions modernes de la race. Pour rationaliser le caractère inhumain de la traite des esclaves, les Africains étaient dépeints comme étant inférieurs à des êtres humains. Les tropes racistes étaient largement répandus, légitimés

par une pseudo-science et inscrits dans la législation. Plus de 200 ans après la fin de la traite transatlantique des esclaves, le mensonge vicieux qu'est la suprématie raciale demeure bien vivant. En effet, il est amplifié par celles et ceux qui se font l'écho de la haine dans les espaces en ligne, qui lui servent de nouvelle caisse de résonance. Mettre fin au racisme hérité de l'esclavage est un impératif de justice pour le monde. Cet impératif nous concerne toutes et tous : nous devons toutes et tous opposer un front solidaire face au racisme, quel que soit le lieu ou le moment où il se présente.

La traite transatlantique des esclaves a marqué une rupture brutale dans l'histoire de l'Afrique et fait obstacle au développement du continent pendant des siècles. Parallèlement, la prospérité que connaît une grande partie du monde occidental n'a été possible que grâce à l'exploitation du travail et du savoir-faire d'Africains réduits en esclavage. La traite des esclaves a dévasté les économies des peuples qu'elle a asservis et enrichi les colonisateurs.

Nous devons inverser les conséquences, endurées par des générations d'êtres humains, de l'exploitation, de l'exclusion et de la discrimination, y compris dans leurs dimensions sociale et économique manifestes, en instaurant des cadres de justice réparatrice. Le fait de reconnaître les torts du passé, de déboulonner des statues d'esclavagistes et de demander pardon ne peut effacer les crimes qui ont été commis. Toutefois, cela peut parfois aider à libérer le présent, et l'avenir, des chaînes du passé.

*(l'orateur poursuit en français)*

Mais les erreurs du passé ne doivent pas détourner notre attention des maux actuels. Hors du continent africain, les personnes d'ascendance africaine sont souvent parmi les dernières à bénéficier de soins de santé, de l'éducation, de la justice et de toute autre opportunité. La diaspora africaine a enrichi les sociétés du monde entier. Et pourtant, elle fait toujours face à la marginalisation, à l'exclusion et aux préjugés inconscients, sa vie encore obscurcie par l'ombre persistante de l'esclavage.

En cette journée internationale du souvenir, rendons hommage aux victimes de l'esclavage, dont la mémoire est immortalisée par l'*Arche du retour* qui se dresse sur la place située juste à l'extérieur de cette salle et qui nous rappelle constamment le courage des esclaves.

Cette arche nous invite à faire front commun contre le racisme ; à nous attaquer aux inégalités et aux injustices ; à apprendre et enseigner le passé ; et à bâtir des sociétés fondées sur la dignité, le respect, la justice et les opportunités pour toutes et pour tous.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Avant de poursuivre, et comme indiqué dans ma lettre datée du 4 mars, je souhaite consulter les membres en vue d'inviter M<sup>me</sup> Nikole Hannah-Jones, du *The New York Times Magazine*, créatrice du *1619 Project*, à faire une déclaration liminaire à cette occasion.

En l'absence d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite, sans créer de précédent, inviter M<sup>me</sup> Nikole Hannah-Jones à faire une déclaration liminaire à la présente séance commémorative ?

*Il en est ainsi décidé (décision 76/557).*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à la décision qui vient d'être prise, je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Hannah-Jones.

**M<sup>me</sup> Hannah-Jones** (*parle en anglais*) : Je suis profondément honorée de prendre la parole devant l'Assemblée générale aujourd'hui à l'occasion de cette Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.

J'ai consacré ma vie à mettre en exergue les séquelles contemporaines de l'esclavage transatlantique. Mes pensées ne s'éloignent donc jamais de ce qui est devenu le sujet déterminant de mon œuvre journalistique et ce qui, selon moi, reste l'influence prédominante de la vie dans les Amériques : l'héritage de l'esclavage.

Je me présente devant l'Assemblée en tant qu'arrière-arrière-petite-fille d'hommes et de femmes nés en esclavage aux États-Unis d'Amérique, comme des millions de personnes qui ont vécu et sont mortes sous le système brutal, immoral et inhumain de l'esclavage-marchandise en vigueur pendant les 250 premières années du pays qui allait se considérer comme la nation la plus libre de l'histoire du monde.

Nous sommes réunis dans cette salle pour commémorer le commerce mondial qui a contraint quelque 15 millions d'êtres humains bien-aimés à traverser l'Atlantique dans les cales de navires barbares : cette migration forcée, la plus importante de l'histoire du monde, allait remodeler le monde atlantique tout entier et transformer l'économie mondiale. Nous ne devons jamais oublier l'ampleur et la gravité des horreurs que

les personnes d'ascendance africaine ont subies au nom du profit, un profit qui a enrichi les puissances coloniales européennes et développé l'économie naissante des États-Unis. Nous ne devons jamais oublier comment les systèmes d'esclavage ne se sont effondrés que pour renaître ensuite sous la forme d'autres modèles d'exploitation économique raciste et violente, comme le système auquel nous avons donné le nom inoffensif de Jim Crow aux États-Unis, mais que l'on appelle plus justement apartheid. En ce jour solennel de commémoration, cependant, le regard sur le passé ne peut et ne doit pas l'être par le seul prisme de l'asservissement de personnes d'ascendance africaine. Tout aussi déterminantes, tout aussi importantes pour se souvenir de l'héritage de l'esclavage transatlantique sont les histoires de la résistance noire qui, plus que toute autre force, a fini par conduire à l'effondrement de l'esclavage dans notre hémisphère.

Aucun peuple ne se soumet volontairement à son asservissement et, en occultant le rôle de la résistance noire dans notre mémoire collective de la traite transatlantique des esclaves, nous continuons à faire le jeu de ceux qui ont cherché à justifier l'esclavage en nous dépouillant de notre humanité collective. Les personnes d'ascendance africaine ont résisté à leur asservissement dès leur capture. Elles ont résisté pendant leur longue marche de l'intérieur des terres africaines jusqu'à la côte. Elles ont résisté dans les châteaux avant d'être traînées vers les navires en attente. Elles ont si souvent résisté en mer que les navires négriers ont dû être spécialement conçus pour tenter d'éviter les mutineries. L'océan est devenu le lieu de repos final de milliers d'Africains qui ont résisté en choisissant de nager une dernière fois avec leurs ancêtres plutôt que d'être asservis dans un pays dont ils ne connaissaient rien.

Tandis que nous nous remémorons notre asservissement brutal par des personnes qui se croyaient civilisées, alors même qu'elles torturaient, maltrahaient et assassinaient d'autres êtres humains pour le profit, pour obtenir du sucre pour leur thé, de la mélasse pour leur rhum, du coton à porter et du tabac à fumer, nous devons surtout nous rappeler la farouche tradition radicale noire de résistance, qui ne date ni des efforts anticolonialistes sur le continent ni des mouvements de défense des droits civiques aux États-Unis et ailleurs, mais bien, comme l'a fait valoir l'universitaire Cedric Robinson, des *cimarrones* du Mexique, qui se sont enfuis dans des communautés autochtones ou ont formé leurs propres communautés de fugitifs, baptisées *palenques*. Nous devons nous souvenir de Yanga, qui a dirigé une communauté d'Africains en fuite, lesquels ont combattu

les Espagnols avec tant d'acharnement qu'ils ont conquis leur statut de colonie noire libre. Nous devons nous souvenir des *quilombolas* du Brésil, notamment de Palmares, communauté noire de personnes en fuite qui perdura 90 ans dans la colonie portugaise ayant importé plus d'Africains en esclavage que n'importe où ailleurs dans le monde atlantique. Nous devons nous souvenir des Marrons des Guyane britannique et française, de Cuba et des États-Unis, ainsi que des « Nègres de la brousse » du Suriname, qui, pendant cinq décennies, se sont battus contre leurs oppresseurs qui tentaient de les asservir à nouveau. Nous devons nous souvenir des révoltes des personnes asservies en Jamaïque en 1690 ou à New York en 1712, de la Reine Nanny en 1720, de la rébellion de Stono en 1739 et de la révolte de Tacky en 1760.

Nous devons nous souvenir du soulèvement de personnes asservies le plus réussi de l'histoire du monde : la révolution haïtienne, au cours de laquelle des personnes asservies se sont soulevées et ont vaincu trois puissants empires coloniaux, devenant ainsi la première nation des Amériques à abolir l'esclavage, et la première République noire libre au monde, une audace pour laquelle le monde occidental punit Haïti depuis.

Nous devons nous souvenir des révoltes de la Barbade en 1816, de la rébellion de Noël en Jamaïque en 1831 et de la révolte de Nat Turner, la même année, aux États-Unis, lorsque les Noirs ont tenté de concrétiser les paroles de Patrick Henry, célèbre révolutionnaire américain, qui avait proclamé « donnez-moi la liberté ou donnez-moi la mort », alors même qu'il réduisait des êtres humains africains en esclavage pour le profit.

Nous devons nous souvenir de combattants de la liberté tels que Harriet Tubman, Frederick Douglass et Gabriel Prosser. Nous devons nous rappeler que ce ne sont pas les simples idées des Lumières ou une prise de conscience parmi les abolitionnistes blancs qui ont mis fin au système qui avait enrichi les puissances coloniales, mais que l'abolition a été mue par une révolte constante, qui a forcé les puissances coloniales à comprendre que, comme l'a écrit l'universitaire Mary Reckford, il serait toujours plus coûteux et plus dangereux de conserver l'ancien système que de l'abolir.

Les Noirs ont été les acteurs de leur propre liberté. Occulter et marginaliser les récits de la résistance des Noirs permet de justifier l'hypocrisie de l'Europe coloniale et des États-Unis, en insinuant que si l'esclavage avait été si grave, les peuples africains l'auraient



assurément combattu avec plus d'acharnement. Ce sont des mensonges par omission qui, en l'absence de vérité, déforment notre mémoire collective.

La résistance doit donc être au cœur de toute commémoration de la traite transatlantique des esclaves et il faut faire le lien avec les mouvements de résistance actuels qui luttent pour la libération des Noirs dans le monde entier.

Je me trouve aujourd'hui devant l'Assemblée générale, moi-même légataire de cette tradition de résistance. Mon père est né en 1945 dans une petite cabane, dans une plantation de coton à Greenwood, dans le Mississippi. Il est né dans une famille de métayers qui travaillaient dur sous le joug du système d'exploitation par le travail, appliqué dans la violence, qui a vu le jour à la fin de l'esclavage. Il est né dans un État où un apartheid strict était en vigueur, où les Noirs n'avaient pas le droit de voter, d'utiliser la bibliothèque publique ou d'aller à l'école avec les enfants blancs, et étaient lynchés au simple motif d'avoir voulu monter un syndicat, d'être entrés dans une pièce où une femme blanche se trouvait seule, d'avoir manqué de respect à une personne blanche en ne descendant pas assez vite du trottoir ou, plus grave crime de tous dans le Sud des États-Unis, d'avoir eu l'audace d'être un Noir financièrement prospère.

À Greenwood, dans les années 40, les conditions de vie étaient si abominables que les enfants noirs pouvaient être mis aux champs dès l'âge de 3 ans, pour y porter de l'eau aux travailleurs. Lorsque mon père a eu 2 ans, ma grand-mère, Arlena Paul, une métayère noire, a fait sa valise, fait monter ses deux jeunes enfants dans un train en direction du nord, et a fui l'apartheid du Sud des États-Unis.

Ma grand-mère avait arrêté sa scolarité au niveau primaire, et elle a donc passé le reste de sa vie comme domestique et concierge. Mais ce seul acte de résistance – quitter le système de castes raciales du Sud américain sans autre chose que la détermination que ses propres enfants ne ramasseraient pas le coton comme elle l'avait fait, comme l'avaient fait ses parents, comme l'avaient fait ses grands-parents asservis avant elle – a déclenché les événements qui m'amèneraient à prendre aujourd'hui la parole devant l'Assemblée qui représente toutes les nations du monde. Son acte de résistance reflétait celui de millions de Noirs asservis qui résistaient chaque jour, de toutes sortes de manières. Comme nos ancêtres, elle a résisté pour planter le germe des libertés et des possibles dont elle ne bénéficierait jamais elle-même. C'est cette histoire, cette compréhension qui

m'amène à dire que ce qui définit la diaspora africaine aux Amériques, ce n'est pas l'esclavage, mais notre résistance à celui-ci, l'opposition entre des personnes déterminées à être libres et des sociétés qui ne croyaient pas qu'elles avaient droit à la liberté. Nous devons prendre acte de cette histoire, car l'héritage de l'esclavage est visible tout autour de nous.

Aujourd'hui, les descendants de l'esclavage luttent pour résister à leur condition dans les sociétés qui les ont autrefois réduits en esclavage. Ils connaissent les taux de pauvreté les plus élevés, les taux d'incarcération les plus élevés, les taux de mortalité les plus élevés et les taux de violence les plus élevés. La tradition de résistance perdure, pour protester contre les violences policières et les inégalités, depuis le Brésil jusqu'à Cuba, en passant par les États-Unis.

Mais nous, personnes de la diaspora africaine, ne devrions pas être encore en situation de devoir résister. Il est grand temps que les puissances coloniales européennes et les États-Unis d'Amérique se montrent à la hauteur des idées qu'eux-mêmes proclament, qu'ils deviennent les grandes nations morales qu'ils croient être. Il ne leur suffit pas de regretter ce qui a été fait dans le passé ; ils ont une obligation de réparation.

En cette journée de commémoration, devant les représentants des pays qui ont autrefois réduit les peuples africains en esclavage, et les représentants des peuples qui ont été réduits en esclavage, je veux rendre hommage à ceux qui ont travaillé d'arrache-pied, qui sont morts et qui se sont battus, aussi le dirai-je clairement et sans me dérober : il est temps que les nations qui se sont livrées à la traite transatlantique des esclaves et qui en ont profité fassent ce qui s'impose, ce qui est juste. Il est temps qu'elles accordent des réparations aux descendants de l'esclavage-marchandise dans les Amériques. Telle est notre vérité pour le monde, la vérité que, en tant qu'êtres humains, nous percevons avec une extrême acuité. Il ne peut y avoir d'expiation s'il n'y a pas de réparation.

Il est temps, il est plus que temps d'obtenir réparation pour la traite transatlantique des esclaves, pour tous les ravages qu'elle a causés et tous ceux qu'elle continue de causer. Je remercie vivement les membres de l'Assemblée de leur attention alors que nous commémorons tous ensemble ce crime contre l'humanité.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Lesotho, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Afrique.

**M. Monyane** (Lesotho) (*parle en anglais*) : Chaque année, nous nous réunissons pour célébrer la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. Le thème de l'année 2022, « Histoires de courage : résistance à l'esclavage et unité contre le racisme », est d'autant plus pertinent qu'il se rapporte à la réalité à laquelle sont confrontées les personnes d'ascendance africaine, qui continuent de se heurter au racisme et doivent, jour après jour, se montrer à la hauteur de ce défi à leur existence même.

Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous remercier au nom du Groupe des États d'Afrique d'avoir organisé cet événement pour célébrer cette journée. Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes appelés, telle une famille, à renforcer nos liens et à serrer les rangs autour de notre vision de l'humanité tandis que nous émergeons de ces moments tourmentés de notre histoire.

Nous affirmons que nous devons tous nous montrer déterminés à adopter toutes les mesures nécessaires pour éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et à prévenir et combattre les doctrines et pratiques racistes afin de favoriser l'entente entre les êtres humains et d'édifier une communauté internationale affranchie de toutes les formes de ségrégation et de discrimination raciales.

Nous sommes en effet convaincus que toute doctrine établissant une supériorité fondée sur des distinctions de race est viciée, moralement condamnable et socialement injuste. La discrimination raciale est déplorable, et rien ne la justifie en théorie ou en pratique, où que ce soit dans le monde.

Nous sommes consternés et alarmés que le monde prétendument civilisé d'aujourd'hui soit le théâtre de manifestations indéniables de discrimination raciale fondées sur la supériorité raciale et la haine et sur les politiques d'apartheid, de ségrégation ou de séparation. À titre d'exemple, les étudiants d'ascendance africaine sont actuellement confrontés à la discrimination et au racisme alors qu'ils s'efforcent de fuir les zones de conflit en Ukraine pour trouver refuge au-delà des frontières de certains pays. Une injustice envers une personne est une injustice envers nous tous.

À cet égard, nous estimons que les réparations pour l'esclavage et le colonialisme doivent comprendre non seulement la justice et l'obligation de répondre de torts historiques, mais aussi l'éradication des cicatrices

des inégalités, de la subordination et de la discrimination raciales qui ont été érigées sous l'esclavage, l'apartheid et le colonialisme. Nous sommes conscients que le racisme est une préoccupation mondiale et que le combattre doit être un effort universel de notre part à tous.

La traite transatlantique des esclaves est souvent étudiée et discutée au niveau macro. Il s'agissait d'un phénomène caractérisé par un trafic de personnes d'une ampleur sans précédent, des transactions économiques dégradantes et des violations indicibles des droits de l'homme. Mais l'examen de la traite transatlantique des esclaves au niveau micro révèle sa véritable brutalité. Derrière les faits et les chiffres se cachent des millions d'histoires humaines, les histoires de ceux qui ont été arrachés à leur pays et à leur famille, les histoires de ceux qui ont lutté contre les oppresseurs, les histoires de ceux qui, contre toute attente, ont gagné leur liberté, et dont beaucoup ne l'ont gagnée que dans la mort.

Ces histoires sont toujours d'actualité, alors que, dans le monde entier, le combat collectif se poursuit contre la séquelle la plus tenace de la traite transatlantique des esclaves : le racisme. Parmi les histoires humaines figurent les triomphes du transfert de culture depuis l'Afrique pendant la traite transatlantique des esclaves. Les personnes concernées, malgré leurs terribles circonstances empreintes d'une immense souffrance, se sont accrochées à la partie la plus précieuse de leur humanité, que personne n'a jamais pu leur enlever.

Grâce à leur héritage de culture, de musique, de contes, de coutumes, de danse, d'art et de nourriture, ils ont transformé les endroits où ils se sont retrouvés. La riche contribution de la culture africaine a ainsi façonné les sociétés dans toutes les Amériques et constitue toujours une puissante force fédératrice.

Quelques exemples suffisent à illustrer cette histoire culturelle. Le riz jollof africain est un plat populaire en République dominicaine, de même que le manioc et les patates douces au Brésil, dans les pays des Caraïbes et au-delà.

Le rythme des tambours africains est à la base de la musique des Amériques, et le tissage complexe de certains tissus est une tradition transmise de génération en génération. La culture et la contribution artistique, scientifique, économique et politique des personnes d'ascendance africaine ont triomphé de l'adversité. À travers l'art et les expériences culturelles, les personnes d'ascendance africaine ont partagé les obstacles, la

résilience et la joie insoumise qui font leur vie. Ils crient de joie et de vie dans un langage universel de danse, d'art et de musique qui nous permet de relier le passé, le présent et l'avenir, en reconnaissance de la puissance transformatrice de la culture africaine en Afrique et au-delà. Dans cette optique, l'Union africaine a donc célébré le thème de la culture et du patrimoine en 2021.

Enfin, Monsieur le Président, jeudi dernier, vous nous avez emmenés voir *l'Arche du retour*, un rappel brutal des traversées commencées à l'Arche du non-retour, ces traversées de l'esclavage, mais aussi un symbole frappant de l'espoir de la rédemption.

Je veux faire référence à la chanson d'une musicienne africaine renommée, Letta Mbulu, dont les paroles évoquent le saule pleureur, le fleuve africain dont les larmes coulent et la patrie qui a perdu son peuple. C'est aussi l'histoire que raconte *l'Arche du retour*, cet espoir de rédemption. Le saule africain ne continuera pas à pleurer en vain. Le fleuve africain ne continuera pas à laisser couler ses larmes en vain. La patrie ne continuera pas à perdre en vain ses enfants à la mer. Donnons-nous donc tous la main pour nous célébrer les uns les autres et savourer notre diversité humaine : *Umoja*.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Nauru, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique.

**M<sup>me</sup> Dongobir** (Nauru) (*parle en anglais*) : J'ai l'insigne honneur de m'exprimer au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, dont j'assume la présidence pour le mois de mars. Qu'il me soit permis de vous dire notre appréciation, Monsieur le Président, pour avoir convoqué cette séance spéciale à l'occasion de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, sur le thème « Histoires de courage : résistance à l'esclavage et unité contre le racisme ».

Le 25 mars de chaque année, la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage est célébrée pour honorer la mémoire de ceux qui ont souffert et sont morts pendant la traite transatlantique des esclaves, l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire humaine, qui a duré quatre siècles.

La traite des esclaves, parmi les pires violations des droits humains commises dans l'histoire de l'humanité, plonge ses racines dans les inégalités socioéconomiques, la haine, le racisme et les préjugés dont les personnes

d'ascendance africaine continuent de faire les frais aujourd'hui. Nous réaffirmons la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude et que l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Conformément à la résolution 73/345, nous avons conscience que la traite transatlantique des esclaves et ses conséquences durablement ressenties sont encore trop mal connues. Nous soulignons qu'il importe d'éclairer les générations actuelles et futures sur les causes, les conséquences, les enseignements et les séquelles de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, et insistons sur le droit de demander une indemnisation, un recours et une satisfaction justes et adéquats. Nous reconnaissons également les efforts déployés à ce jour pour sensibiliser le public à ce sujet.

Le thème de cette année, « Histoires de courage : résistance à l'esclavage et unité contre le racisme », est une façon de sensibiliser le public à la traite transatlantique des esclaves. Derrière les faits et les chiffres, il y a des millions d'histoires humaines, des familles arrachées à leur patrie, des violations indicibles des droits de l'homme, et les histoires de ceux qui se sont battus contre leurs oppresseurs et qui, contre toute attente, ont triomphé et gagné leur liberté. *L'Arche du retour*, mémorial permanent érigé à l'ONU en l'honneur des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, nous rappelle à tous que l'esclavage n'a pas sa place dans notre monde.

Comme l'a dit le Secrétaire général dans son message aujourd'hui, les personnes d'ascendance africaine font toujours face à la discrimination raciale, à la marginalisation et à l'exclusion. À cet égard, le Groupe des États d'Asie et du Pacifique est uni dans sa lutte pour l'élimination du racisme et de la discrimination raciale sous toutes leurs formes.

Le Groupe des États d'Asie et du Pacifique exprime également sa profonde inquiétude face à la montée de la violence et des crimes haineux contre les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique, y compris les diplomates asiatiques, à New York. Nous appelons le Gouvernement concerné à respecter ses engagements et à prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme systématique, la discrimination raciale et les crimes de haine.

Nous prenons note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur le programme d'action éducative sur la traite transatlantique des esclaves et

l'esclavage (A/76/134), qui vise à combler les lacunes de connaissances et d'appréciation en sensibilisant le public. Le rapport décrit de manière appropriée l'appui que les États Membres accordent à cette sensibilisation du public.

En outre, nous nous félicitons à nouveau du thème de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine 2015-2024, tel que proclamé par l'Assemblée générale, à savoir « Personnes d'ascendance africaine : considération, justice et développement », dont l'un des objectifs est de promouvoir une meilleure connaissance et un plus grand respect de la diversité du patrimoine, de la culture et de la contribution des personnes d'ascendance africaine au développement des sociétés.

Pour conclure, le Groupe des États d'Asie et du Pacifique se joint à la communauté internationale pour commémorer cet événement important. Nous saluons les efforts déployés par les États Membres et les autres parties prenantes pour promouvoir la sensibilisation à l'esclavage transatlantique. Nous attendons avec intérêt de travailler avec tous les autres groupes régionaux afin de remédier aux conséquences pernicieuses et persistantes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, pour notre avenir commun et pour les générations actuelles et futures.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique, qui s'exprimera au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

**M. de La Fuente Ramírez** (Mexique) (*parle en espagnol*) : C'est un honneur de prononcer cette déclaration au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance plénière pour célébrer la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. Nous remercions également le Secrétaire général, António Guterres, et M<sup>me</sup> Nikole Hannah-Jones de leurs contributions aujourd'hui.

Aujourd'hui, nous honorons et nous nous souvenons des 15 millions de femmes, d'hommes et d'enfants d'Afrique qui ont souffert et sont morts à cause de la traite transatlantique des esclaves, un système d'exploitation mondial qui, pendant plus de 400 ans, a injustement lié les économies de trois continents. La traite transatlantique des esclaves a été la plus vaste migration forcée

légalement constituée de l'histoire. Ce sombre chapitre compte parmi les atrocités et injustices les plus douloureuses de l'histoire humaine. Le terrible système de la traite des esclaves a touché non seulement les personnes originaires d'Afrique et leurs descendants, mais aussi les peuples autochtones, à qui nous rendons également hommage aujourd'hui.

Nous sommes ici aujourd'hui non seulement pour nous souvenir de ceux qui ont souffert des injustices inhumaines de l'esclavage, mais aussi pour honorer et reconnaître la bravoure de ceux qui se sont battus contre leurs oppresseurs et ont résisté au système de la traite des esclaves, et pour rendre hommage à ceux qui luttent contre le racisme aujourd'hui.

Nous nous faisons l'écho de l'appel du Secrétaire général en faveur d'une justice réparatrice, élément essentiel pour parvenir à l'égalité raciale et remédier aux vastes répercussions de siècles de colonialisme et d'esclavage. *L'Arche du retour*, située à l'entrée de ce bâtiment, non seulement vaut reconnaissance du passé et de ses conséquences, mais incarne également notre engagement commun à protéger la dignité intrinsèque et les droits égaux et inaliénables de tous les êtres humains.

Dans une large mesure, la population afrodescendante des Amériques et des Caraïbes est également un héritage de la traite transatlantique des esclaves. Au fil des générations, les Afrodescendants ont enrichi nos sociétés et nos identités. Aujourd'hui, nous rendons hommage aux innombrables et immenses contributions que les personnes d'ascendance africaine ont apportées à notre région.

S'il est vrai que l'esclavage a été aboli, ses effets restent présents dans les formes contemporaines de racisme et de discrimination raciale que ressentent des millions de personnes à travers le monde. Nous devons redoubler d'efforts pour éliminer la discrimination systémique de nos sociétés, institutions et normes, dans le cadre de cette décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, et au-delà.

L'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et des formes connexes d'intolérance est une priorité pour notre région et elle doit l'être aussi pour les travaux de l'Organisation. Nous soulignons donc la nécessité de travailler avec l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine pour promouvoir la pleine inclusion politique, économique et sociale de ces dernières dans les sociétés dans lesquelles elles vivent.



Bien que la traite des esclaves ait été abolie, il existe encore différentes formes d'esclavage moderne. Aujourd'hui, il y a plus de personnes soumises à l'esclavage moderne que pendant les quatre siècles de la traite transatlantique des esclaves africains. Selon l'Organisation internationale du Travail, plus de 40 millions de personnes sont actuellement victimes de l'esclavage moderne. Les enfants représentent un quart de ces victimes, tandis que 71 % des personnes réduites en servitude sont des femmes et que 99 % des victimes d'esclavage sexuel sont des femmes et des filles.

Il est clair que l'esclavage d'aujourd'hui reflète les inégalités contemporaines entre les genres. L'esclavage est illégal, mais il existe et persiste dans une économie d'exploitation mondiale. Le travail forcé et servile, y compris la servitude domestique, la traite des êtres humains, l'esclavage sexuel, le mariage précoce et forcé des enfants, le recrutement d'enfants soldats et la traite des êtres humains aux fins de prélèvement d'organes ne sont que quelques-unes des terribles manifestations de l'esclavage moderne.

Nous devons prendre des mesures collectives pour démanteler les structures criminelles transnationales qui soutiennent ces types d'exploitation et d'autres. La lutte contre l'esclavage moderne est une condition nécessaire pour faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte et pour progresser dans le développement durable. Pour ce faire, la protection et la promotion des droits humains, les efforts visant à rendre opérationnel le Programme de développement à l'horizon 2030 et la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban sont primordiaux. Pour tenir compte des douloureuses leçons du passé, nous devons combattre les maux d'aujourd'hui. Nous devons honorer les victimes de la traite des esclaves en protégeant les populations plus vulnérables contre les formes contemporaines de l'esclavage.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

**M. Kridelka** (Belgique) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États à l'occasion de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.

La traite transatlantique des esclaves est une tragédie sans équivalent, qui a duré plus de quatre siècles et a entraîné des atrocités indicibles et l'asservissement cruel de millions d'Africains, dont beaucoup ont péri au cours de l'horrible voyage à travers l'Atlantique. Nous ne devons jamais oublier les épreuves insupportables ou les morts tragiques des millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont perdu la vie à cause de la brutalité de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. Nous rendons solennellement hommage aux innombrables victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, ainsi qu'à leurs descendants.

Nous devons faire connaître les histoires de ceux qui ont été arrachés de force à leur pays et vendus comme esclaves, les histoires de ceux qui ont courageusement lutté contre leurs oppresseurs et contre les pratiques inhumaines de l'esclavage. Nous devons enseigner aux jeunes l'histoire de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, ainsi que leurs conséquences dévastatrices et leurs répercussions tenaces.

Il est essentiel que nous mettions également en lumière le legs et les importantes contributions des personnes d'ascendance africaine et que nous rendions hommage à leurs nombreuses réalisations. Nous devons redoubler d'efforts pour garantir la réalisation et l'exercice de tous leurs droits humains et libertés fondamentales. En outre, nous devons reconnaître que le racisme à l'encontre des personnes d'ascendance africaine est en partie un héritage durable de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.

Nous sommes déterminés à nous attaquer aux causes profondes du racisme et à prendre des mesures concrètes pour prévenir et éradiquer la discrimination raciale et pour combattre le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. La discrimination raciale est un affront inacceptable à la dignité humaine de toutes les personnes, et nous devons donc condamner et dénoncer sans équivoque le racisme, quel que soit le moment ou le lieu où il survient.

Il nous faut, de toute urgence, démanteler les structures racistes, car nous ne pourrions tourner la page du passé qu'en nous attaquant aux inégalités et injustices raciales qui perdurent. À cette fin, il est crucial de renouveler notre engagement à appliquer intégralement et effectivement la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

La commémoration d'aujourd'hui doit également nous encourager à agir conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que nul

ne sera tenu en esclavage ni en servitude et que l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Aujourd'hui, les trafiquants exploitent des adultes et des enfants et en tirent profit en les contraignant à travailler ou à se livrer à des rapports sexuels rémunérés. Si les femmes et les filles constituent la majorité des victimes identifiées de ces pratiques abominables et très répandues, beaucoup d'autres personnes, notamment des hommes et des garçons, sont également touchés par ces crimes souvent cachés.

*(l'orateur poursuit en français)*

Il est essentiel que nous nous conformions à nos obligations en vertu du droit international, notamment la Convention relative à la suppression de la traite des esclaves et de l'esclavage. Nous appelons les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et à les mettre effectivement en œuvre. Nous devons intensifier nos efforts pour éradiquer toutes les formes de traite des personnes et d'esclavage moderne, comme le prévoit le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et pour garantir la justice, la responsabilité, la dignité et la liberté pour tous.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des États-Unis d'Amérique, qui va s'exprimer au nom du pays hôte.

**M<sup>me</sup> Lee** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : J'ai le singulier honneur de m'adresser aux membres en cette occasion importante, en ma qualité à la fois de membre du Congrès des États-Unis et de déléguée du Congrès à l'Assemblée générale de cette année.

Alors que nous commémorons l'abolition de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, attardons-nous sur les paroles lourdes de sens de Frederick Douglass, abolitionniste, orateur, sommité mondiale et diplomate, qui avait été réduit en esclavage et s'est lui-même émancipé. « L'abolition de l'esclavage », disait-il, « avait été le désir le plus profond et le grand œuvre de ma vie ». Ces mots guident notre commémoration des victimes et descendants de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.

La traite transatlantique des esclaves a arraché des millions de personnes à leur foyer, leur famille, leur société et leur pays et les a soumises à l'exploitation

et à la déshumanisation, créant ainsi pour les nations occidentales une entreprise mondiale d'une richesse inégale qui a dopé l'économie mondiale. L'esclavage-marchandise reste une souillure immorale et indélébile sur l'histoire des États-Unis et de l'hémisphère occidental, et livre la chronique de notre inhumanité collective.

Nous reconnaissons les innombrables atrocités de l'esclavage et continuons à nous débattre avec les hiérarchies raciales, ethniques, sexuelles, économiques, sociales et politiques qu'il a créées. Et oui, nous devons honorer les victimes de l'esclavage en démantelant ses vestiges institutionnels tels que le racisme, la discrimination, l'inégalité économique, la marginalisation et le sous-développement systématique.

Les États-Unis doivent remédier aux séquelles multidimensionnelles de l'esclavage par un engagement sans précédent en faveur de l'équité, de la justice et de l'inclusion raciales à l'intérieur de nos frontières et dans l'ensemble de nos affaires mondiales. Nous avons fait la preuve, au niveau national, de cet engagement en adoptant, pour lutter contre les inégalités systémiques, une démarche appliquée à l'échelle du Gouvernement.

Aujourd'hui, le Président des États-Unis, Joseph R. Biden, signera la loi Emmett Till contre le lynchage de 2022, récemment adoptée par le Congrès des États-Unis. Il y a plus de 120 ans que le Congrès a tenté pour la première fois d'ériger en crime l'ignoble acte de lynchage. Aujourd'hui, il sera enfin qualifié de crime de haine fédéral.

Les membres aussi bien de la Chambre des représentants que du Sénat soutiennent une législation qui prend acte des vestiges de notre passé racialisé dû à l'institution de l'esclavage-marchandise et cherche à y remédier. Des textes comme les projets de loi H.R. 19, qui demande instamment la création d'une commission américaine sur la vérité, l'apaisement des relations entre les races et la transformation ; H.R. 40, qui demande la création d'une commission chargée d'étudier et d'élaborer des propositions de réparation pour les Afro-Américains ; et H.R. 1280, la loi George Floyd pour la justice dans le maintien de l'ordre, sont autant d'exemples de la manière dont le Congrès cherche à répondre à la nécessité de changements systémiques et de réparation.

L'année dernière, le Président Biden a promulgué une loi faisant de la date du 19 juin, *Juneteenth*, un jour férié national. C'est ce jour-là, en 1865, que des soldats de l'Union sont arrivés au Texas pour annoncer

que les Noirs étaient libres, deux ans et demi après la Proclamation d'émancipation. Cette annonce a été faite à Galveston, au Texas, ville natale de mon grand-père et de mon arrière-grand-mère.

Sur la scène mondiale, nous avons prôné la création de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine et soutenu le Mécanisme international d'experts indépendants chargé de promouvoir la justice et l'égalité raciales dans le contexte du maintien de l'ordre. Je me suis personnellement battue pour que nous prenions part au mouvement visant à établir le magnifique mémorial permanent en commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves dans un endroit bien en vue à l'ONU et j'ai eu l'honneur d'assister à l'instauration de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine.

Malgré ces efforts prometteurs, il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à la pleine équité, aux États-Unis et dans le monde. Nous devons donc saisir cette occasion historique comme un appel clair et dynamique à nous impliquer et à aller de l'avant.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Barbade, qui va s'exprimer au nom de la Communauté des Caraïbes.

**M. Jackman** (Barbade) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des 14 États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Tout d'abord, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir donné à la Communauté des Caraïbes l'occasion de s'exprimer en ce moment important.

Il n'aura échappé à personne dans cette salle que les sociétés caribéennes, au nom desquelles j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui, ont été soumises au fléau de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves que nous commémorons aujourd'hui.

L'iniquité de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves et leurs conséquences contemporaines sont de mieux en mieux comprises et documentées, en grande partie grâce aux efforts de l'ONU et de ses États Membres.

La commémoration d'aujourd'hui s'inscrit dans une trame plus large de recherche, de reconnaissance et, nous l'espérons, de réparations, qui est en train d'être intégrée à ce système multilatéral, avec la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, qui

se termine en 2024, le projet « Les Routes des personnes mises en esclavage » de l'UNESCO, la création par l'Assemblée générale, en 2021, de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine, le rapport, publié en 2021, de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine face au recours excessif à la force et aux autres violations des droits de l'homme dont se rendent coupables des membres des forces de l'ordre (A/HRC/47/53), qui définit l'ambitieux programme de transformation pour la justice et l'égalité raciales (A/HRC/47/53, annexe) et, enfin, l'*Arche du retour*, qui se trouve ici même.

Il s'agit là de contributions précieuses au débat, qui doivent inspirer les actions nécessaires aux niveaux national, régional et, surtout, international, si nous voulons vraiment comprendre le passé et nous attaquer de manière concrète à ses séquelles multidimensionnelles contemporaines.

Vos propres paroles, Monsieur le Président, de même que celles du Secrétaire général et d'autres personnes qui ont pris la parole à la présente séance fournissent une orientation claire.

Le thème de cette commémoration, « Histoires de courage : résistance à l'esclavage et unité contre le racisme », établit le lien entre ce chapitre sanglant de notre histoire et les défis contemporains auxquels sont confrontées les sociétés, des Caraïbes et d'autres pays, façonnées par l'esclavage et la traite transatlantique des esclaves.

La Communauté des Caraïbes estime depuis longtemps que nous devons prendre ensemble des mesures supplémentaires pour nous attaquer à la fois aux racines historiques et aux ramifications contemporaines de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. Le seul outil permettant d'atteindre cet objectif est la justice réparatrice.

Lors de l'événement de haut niveau organisé en septembre 2021 pour commémorer le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, les orateurs des deux côtés de l'Atlantique se sont succédé pour réclamer la justice réparatrice. À leur première réunion historique, l'année dernière, les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des Caraïbes et de l'Union africaine ont convenu que la justice réparatrice devait être promue.

La Communauté des Caraïbes poursuit activement cet objectif par de nombreux moyens, notamment par le biais de la Commission des réparations de la CARICOM, qui a présenté un plan en 10 points, lequel présente des similitudes frappantes avec le programme de transformation pour la justice et l'égalité raciales du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Une mise en œuvre complète et de bonne foi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban nous montre également la voie à suivre.

Tous ici aujourd'hui, dans cette salle réunissant la communauté mondiale, nous pouvons et devons, ensemble, aller plus loin pour remédier aux injustices passées et présentes.

**M. Rodrigue** (Haïti) : Avant de commencer mes propos, je voudrais indiquer que la délégation de la République d'Haïti s'associe pleinement aux déclarations faites par les distingués Représentants permanents du Mexique, au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et de la Barbade, au nom de la Communauté des Caraïbes.

Cependant, la tenue de cette commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves est d'une portée tellement significative pour Haïti qu'il est important d'associer la voix de la première République noire du monde à l'hommage juste et opportun que l'Assemblée générale rend aux millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont été victimes de la plus grande tragédie humaine de l'histoire universelle.

L'esclavage et la traite négrière transatlantique des esclaves ont constitué sans aucun doute le plus grave génocide qu'a connu le monde. Voilà pourquoi nous devons aller au-delà d'une simple cérémonie commémorative pour aborder en substance cette douloureuse page de notre histoire commune. Car les séquelles du système esclavagiste sont encore bien présentes et les personnes d'ascendance africaine restent et demeurent les principales victimes du racisme systémique découlant du colonialisme et de la traite négrière.

Nous ne devons pas oublier le fait que la traite transatlantique des esclaves reste le plus vaste déplacement forcé de personnes dans l'histoire de l'humanité. Cette pratique criminelle, qui a duré plus de 400 ans, a conduit, selon les estimations de l'UNESCO, au déracinement de 15 à 20 millions d'Africains, séquestrés et traînés de force dans les Amériques pour être vendus comme du bétail.

La traite négrière est loin d'avoir été le fruit du hasard. Elle a trouvé son origine dans les idéologies racistes qui ont été à la base du système esclavagiste et du colonialisme. Un grand nombre de penseurs du siècle dit des Lumières ont prôné avec véhémence la thèse de la supériorité de la race blanche sur les autres races, notamment la race noire, ce qui a servi de base ou d'instrument de légitimation du système colonialiste et esclavagiste.

Heureusement, la révolution haïtienne de 1791 a apporté la véritable lumière à l'humanité en conduisant à l'effondrement du système de domination et d'exploitation à outrance d'êtres humains réduits en esclavage à partir de motivations à la fois idéologiques, politiques et économiques. Ainsi, Haïti occupe, historiquement, une place spéciale, éminente et reconnue dans l'abolition de cette pratique inhumaine et immorale. Elle a montré au monde entier le chemin de la liberté et de l'émancipation humaines. La révolution haïtienne a donné un sens à la notion de la dignité de la personne humaine, fondement même des droits fondamentaux des êtres humains, indistinctement de l'homme, principe cardinal au nom duquel Haïti a conquis son indépendance en 1804.

C'est précisément la révolution haïtienne qui a réfuté et mis fin à la thèse de la supériorité des blancs par rapport aux noirs. Elle est la seule au monde à être la fois anti-esclavagiste, anticolonialiste et antiségrégationniste. Ces trois caractéristiques fondamentales font d'elle une révolution unique dans l'histoire de l'humanité.

En prônant la fin de l'esclavage et du colonialisme et l'égalité de tous les êtres humains comme conditions *sine qua non* pour la libération, la révolution haïtienne a rendu les principes de liberté et d'égalité universellement conséquents.

À cet égard, Frederick Douglass, le célèbre abolitionniste américain eut à déclarer ceci lors d'une fameuse conférence tenue en 1893 à l'occasion de l'inauguration du pavillon haïtien à la Foire internationale de Chicago :

« Nous tous avons des raisons de respecter Haïti pour les services qu'elle a rendus à la cause de la liberté et de l'égalité à travers le monde. Elle a magnifiquement servi la cause de l'universelle liberté humaine [...]. Nous ne devrions pas oublier que [...] la liberté que la race noire, partout au monde, a reçue est due en grande partie à la brave position prise par les fils noirs d'Haïti il y a 90 ans [...]. En se battant pour leur liberté, ils se sont battus pour la liberté de chaque homme noir dans le monde ».



Il est évident que cette commémoration, dont nous nous réjouissons de la tenue, traduit une rupture avec le silence et répond à un devoir de mémoire de cette tragédie. Je voudrais cependant en profiter pour inviter les États Membres de l'ONU à dégager une meilleure compréhension des causes fondamentales et des conséquences néfastes à long terme des quatre siècles qu'ont duré la traite transatlantique des esclaves et la participation de ces derniers à la construction des sociétés qui les ont asservis. Il convient également de lutter contre les formes contemporaines d'esclavage, comme le trafic d'êtres humains et l'exploitation des travailleurs migrants,

Du même coup, j'invite l'Organisation des Nations Unies à continuer d'implémenter de manière systématique des programmes de sensibilisation à grande échelle sur le danger du racisme et des préjugés de toutes sortes, pour que jamais cette tragédie humaine ne se répète. Il est maintenant venu le temps de discuter en profondeur de la question d'une justice réparatrice pour les victimes de la traite transatlantique, car les séquelles demeurent. Il est grand temps de passer de la parole aux actes.

**M. Romero Puentes (Cuba) (*parle en espagnol*) :** La célébration de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves revêt une importance particulière face aux manifestations alarmantes de racisme, de discrimination et de xénophobie dans certaines des sociétés les plus développées.

Cette question revêt une signification particulière pour Cuba, un pays profondément fier de ses racines et de son héritage africains. Nous n'oublierons jamais que quelque 1,3 million d'esclaves africains ont été amenés de force à Cuba afin de remplacer la main-d'œuvre autochtone exterminée par le colonialisme espagnol.

En rendant hommage aux victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, nous, Cubains, rendons également hommage aux racines de notre peuple. Notre nation, notre culture, nos idiosyncrasies et notre religiosité populaire sont profondément métissées et ne peuvent être comprises sans cet apport africain. Et l'on ne peut pas non plus comprendre nos luttes pour l'indépendance et l'autodétermination sans comprendre la contribution décisive des esclaves libérés et de leurs descendants.

Le crime contre l'humanité dont nous commémorons aujourd'hui les victimes est inextricablement lié à la situation d'inégalité structurelle, de discrimination raciale, de préjugés et d'exclusion qui continue encore aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle, d'affecter les personnes d'ascendance africaine.

Comme l'a dit le leader historique de la révolution cubaine, Fidel Castro, lors de l'historique Conférence mondiale contre le racisme de 2001 :

« Les trois continents, Asie comprise, ont été soumis à une exploitation inhumaine qui a changé la destinée et la vie actuelle de plus de 4,5 milliards de personnes qui habitent les pays du tiers-monde, dont les indicateurs de pauvreté, de chômage, d'analphabétisme, de maladie, de mortalité infantile, d'espérance de vie et d'autres calamités impossibles à répertorier en peu de mots, nous surprennent et nous effraient. Ce sont les victimes actuelles de cette barbarie qui a duré des siècles, et les seules qui méritent vraiment l'indemnisation au titre des crimes affreux perpétrés contre leurs ancêtres et leurs peuples. »

Nous avons le devoir moral de veiller à ce que des réparations et une pleine compensation soient fournies aux peuples et groupes touchés par ce crime odieux et imprescriptible. Les pays développés ont profité de la conquête, de la colonisation, de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. Ils sont donc responsables de l'extermination qui leur est associée.

Pour cette raison, nous adhérons à la juste revendication formulée par la Communauté des Caraïbes. De même, ce ne serait que justice qu'un traitement spécial et différencié soit accordé aux pays en développement, en particulier ceux d'Afrique, pour ce qui concerne leurs relations économiques internationales. De manière générale, ceux d'entre nous dont les nations sont les colonies d'hier font aujourd'hui les frais d'un ordre international injuste qui a changé de nom mais pas de nature, car il continue d'encourager la richesse de quelques-uns, au prix de la pauvreté du plus grand nombre.

Un exemple éloquent de l'injustice de l'ordre international actuel est le niveau d'accès scandaleusement faible des pays en développement aux vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Alors que les pays développés administrent déjà des doses de rappel, la plupart des pays en développement n'ont pas été en mesure d'acquérir tous les vaccins nécessaires à la vaccination initiale de leurs populations.

En plus du devoir de mémoire, le meilleur hommage que nous puissions rendre aux victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves dans le contexte actuel consiste à faire preuve de solidarité internationale avec les pays auxquels ces millions de personnes ont été arrachées.

Pour cette raison, forte de sa vocation humaniste, Cuba continue de renforcer ses programmes de coopération internationale dans le domaine de la santé, en particulier avec les pays et territoires des Caraïbes, d'Amérique latine et d'Afrique, malgré le renforcement sans précédent du blocus économique, commercial et financier que lui imposent les États-Unis.

Toutefois, tant que la communauté internationale n'abordera pas et ne résoudra pas les causes profondes des inégalités, de l'exclusion, du racisme et de la discrimination qui ont survécu à l'esclavage et dont souffrent encore des millions de personnes, en particulier celles d'ascendance africaine, l'hommage que nous rendons aujourd'hui ne sera rien de plus qu'une formalité.

**M. Ndong Mba** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : La Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, qui a été célébrée pour la première fois en 2008 à la suite de l'adoption de la résolution 62/122, devrait être l'occasion d'une profonde réflexion et d'un examen rétrospectif du triste et honteux traitement qui a été infligé pendant des siècles aux Africains, à savoir la traite des esclaves, une violation flagrante des droits de l'homme qui est devenue une opération multinationale lucrative. Certaines pratiques de la traite des esclaves ont même été légalisées dans certains pays.

La traite transatlantique des esclaves a causé d'innombrables souffrances. Les millions et millions de victimes individuelles avaient chacune une histoire, une famille, des rêves et des espoirs. Quelque 15 millions d'Africains ont été violemment et cruellement arrachés à leurs foyers, séparés de leurs familles, traités comme des êtres inférieurs et contraints de marcher enchaînés pendant des heures et des jours, depuis leurs communautés à l'intérieur de notre continent jusqu'à la côte, où ils allaient entamer un voyage sans retour, et une séparation permanente d'avec leurs familles, vers un destin marqué par de terribles tourments.

La traite négrière était au cœur de profondes inégalités structurelles, tant économiques que sociales. Ces injustices et inégalités touchent encore aujourd'hui les Noirs et les personnes d'ascendance africaine dans le

monde entier, comme nous l'avons vécu, et comme nous le vivons, dans les grandes crises qui se déroulent dans le monde. Les Noirs sont toujours traités de manière discriminatoire dans un monde où l'on parle constamment de l'obligation de respecter les droits de l'homme et les droits humanitaires.

Les êtres humains qui ont succombé sous le joug de l'esclavage n'avaient guère de refuge. Il leur est resté leurs croyances, leurs tambours et leur volonté invincible de ne pas mourir. Ils risquaient de perdre leur identité et leur raison de vivre.

En cette Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, la République de Guinée équatoriale rend l'hommage le plus appuyé qui soit au courage de près de 5 millions d'hommes et de femmes noirs tombés sous le joug esclavagiste, et nous célébrons leur vaillance. Nous célébrons Toussaint Louverture, Aimé Césaire, les Marrons et les valeureux combattants de la Jamaïque, d'Haïti, du Pérou, du Brésil, de Cuba, de la Barbade et d'autres pays, ainsi que toute la diaspora africaine qui s'est levée contre l'ignominie, comme le grand Aimé Césaire l'a si bien dit dans son poème épique, *Cahier d'un retour au pays natal*, et qui s'est battue, incarnée par la femme haïtienne, symbole de notre fierté. En cette journée internationale de commémoration, nous saluons également la mémoire de ceux qui ont lutté contre ce terrible crime, contre cette grave intolérance, contre cette odieuse injustice et contre cette flagrante violation des droits humains. Nous saluons ceux qui, par leur créativité, contribuent à la lutte. Ainsi, nous célébrons l'architecte Rodney Leon, qui a conçu et construit l'*Arche du retour*, mémorial permanent en hommage aux victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, qui se trouve sur l'esplanade des visiteurs du Siège de l'ONU et dont la construction a bénéficié d'une contribution importante du Président de la République de Guinée équatoriale, S. E. M. Obiang Nguema Mbasogo.

*M. Afonso (Mozambique), Vice-Président, assume la présidence.*

On me permettra de conclure mon propos en rappelant que nous faisons tous partie de la même grande famille, la famille de l'humanité. Cette grande famille ne peut ni ne doit tolérer que certains de ses membres soient traités de manière dégradante ou discriminatoire. Tous, depuis les Caraïbes jusqu'à l'Afrique, et partout ailleurs, disons, crions et chantons ensemble : plus jamais ça, plus jamais ça, et que cessent

la discrimination raciale et le traitement des Noirs comme des êtres inférieurs. Nous faisons tous partie de la grande famille de l'humanité.

**M. Gimolieca** (Angola) (*parle en anglais*) : Ma délégation se félicite de la convocation de la présente séance, car elle met en lumière des histoires de courage, de résistance à l'esclavage et d'unité contre le racisme. Nous nous associons à la déclaration faite par la délégation du Lesotho au nom du Groupe des États d'Afrique.

La Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, célébrée le 25 mars, permet également de mettre en lumière l'héritage démographique, culturel et idéologique du continent africain qui, pendant plus de 400 ans, a vu ses enfants être vendus comme esclaves outre-Atlantique, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe et ailleurs.

En abordant ce sujet, il n'est jamais inutile de rappeler les causes historiques, les conséquences et les particularités de cette traite, sans oublier d'analyser comment diverses formes d'intégration ont été générées entre l'Afrique, l'Europe, la région des Amériques et les Caraïbes. La traite transatlantique des esclaves a assurément été la plus grande migration forcée de l'histoire, avec quelque 20 millions de victimes hommes, femmes et enfants. L'on estime que le nombre de victimes des marchands d'esclaves a été encore plus important.

La situation économique et sociale actuelle du continent africain est intrinsèquement liée aux conséquences de la traite des esclaves. L'histoire montre que la période comprise entre les XVI<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles a été marquée par une stagnation économique de l'Afrique, dont le progrès économique a pris de plus en plus de retard au fil des ans. Il n'est donc pas étonnant que certains historiens y voient le signe que la traite transatlantique a considérablement freiné le développement économique des Africains.

D'autre part, bien que les conséquences économiques aient été les plus évidentes, la traite transatlantique des esclaves a gravement affecté le paysage politique de l'Afrique et a créé un précédent inquiétant pour l'avenir. En effet, les ingérences et les guerres arbitraires et brutales résultant de la concurrence que se livraient les souverains africains rivaux pour contrôler la capture et la traite des esclaves ont plongé le continent dans une situation politique fragile. La traite des esclaves a eu des effets négatifs sur les sociétés africaines et a conduit à l'appauvrissement à long terme du continent.

Il existe de nombreux exemples de détérioration des institutions juridiques nationales, d'affaiblissement des États et de fragmentation politique et sociale dus à la traite des esclaves.

L'Angola condamne les crimes contre l'humanité commis pendant l'esclavage et la traite transatlantique des esclaves, à l'origine de profondes inégalités économiques et sociales, de la haine, du sectarisme et du racisme, qui continuent d'affecter les personnes d'ascendance africaine dans le monde entier.

Dans ce contexte, je voudrais souligner que, dans le cas de l'Angola, à partir du début du XV<sup>e</sup> siècle, ce sont quelque 5 millions de personnes qui ont été victimes de la traite des esclaves. Les données indiquent qu'entre 1810 et 1830, soit en 20 ans, environ 10 000 esclaves ont quitté l'Angola chaque année, à une époque où de nombreux pays luttaien déjà contre la traite des esclaves.

Pour terminer, nous réaffirmons l'importance de mettre en œuvre le paragraphe 4 de la résolution 62/122 pour permettre aux personnes d'ascendance africaine du monde entier de retrouver leurs racines, de remonter la trace de leur identité et de réécrire l'histoire qui leur a été proposée.

**M. Kuzmenkov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous voulons remercier le Président d'avoir convoqué la séance de ce jour sur un sujet d'une aussi grande importance. Nous pensons qu'il est primordial de diffuser les connaissances sur les causes, les conséquences, les leçons et les séquelles de la traite des esclaves. Nous croyons fermement que les générations actuelles et futures ne doivent pas oublier ce chapitre tragique de l'histoire du monde.

Comme nous le savons, l'Organisation des Nations Unies est née en réponse aux horreurs que le monde a connues pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien que les périodes de cette guerre et de la traite transatlantique des esclaves soient séparées par un siècle et demi, les deux événements historiques ont eu sensiblement les mêmes causes sous-jacentes. Il s'agit de la notion perverse selon laquelle un groupe racial ou ethnique a une sorte de supériorité sur un autre. C'est pourquoi il incombe aux Membres de l'ONU de prendre toutes les mesures nécessaires pour honorer la mémoire des victimes de la traite des esclaves et de ses conséquences.

L'on ne peut nier que la traite transatlantique des esclaves a été l'un des crimes les plus odieux contre l'humanité, qui reste à tort passé sous silence. Aucune

excuse, et encore moins une compensation, n'a jamais été présentée aux peuples africains pour les immenses dommages moraux et matériels que leur ont infligés les anciens pays coloniaux européens.

Des millions d'habitants du continent africain ont été arrachés de force à leur patrie, torturés et maltraités. Beaucoup d'entre eux sont morts ou ont perdu la santé en travaillant dans des conditions inhumaines, tandis que les puissances coloniales européennes et les États-Unis d'Amérique profitaient de cette tragédie. La main-d'œuvre d'esclaves africains, que les hommes d'affaires américains se sont appropriés, a, à bien des égards, été la base du bien-être et de la prospérité économiques de la société américaine.

La traite transatlantique des esclaves est l'exemple d'un événement historique ayant une dimension véritablement mondiale et des effets évidents sur le présent et l'avenir, car cette politique inhumaine des puissances coloniales a jeté les bases du racisme systémique, de la discrimination raciale, des discours de haine et de la xénophobie dans l'Union européenne et aux États-Unis. L'intolérance ethnique et religieuse et la phobie des migrants gagnent du terrain dans les États européens. Les États-Unis n'ont fait aucun cas de leurs propres problèmes de longue date mais tentent de faire la leçon aux autres nations et pays.

De nombreux États qui ne veulent pas accepter une puissance hégémonique autoproclamée et qui défendent leur souveraineté et leur indépendance en matière de politique étrangère sont soumis à des blocus économiques, à des sanctions unilatérales illégales et à une ingérence flagrante. De telles actions sont contraires aux normes et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, et nous exigeons qu'il y soit mis fin.

En outre, les autorités américaines ne montrent aucune volonté de remédier aux problèmes sociaux, tels que le racisme, les idées xénophobes généralisées et l'impunité totale des services de sécurité et des forces de l'ordre qui maltraitent les Noirs.

Nous ne nous rappelons que trop bien à quel point les pays occidentaux étaient réticents à la création de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine et ont fait tout leur possible pour empêcher ce mécanisme de remplir efficacement son mandat. Cependant, tous ces efforts ont été mis en échec, et l'Instance est devenue une réalité. Nous comptons sur les membres de l'Instance permanente pour donner leur appréciation des crimes des colonisateurs occidentaux.

La Fédération de Russie condamne sans réserve la politique colonialiste et exprime son appui à tous les peuples qui ont souffert de la traite des esclaves. Le moment est venu de poser la question du rétablissement de la justice historique et de l'établissement des responsabilités pour les crimes du colonialisme. Il est important que les États Membres de l'ONU aient conscience de ces questions et en débattent.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le cadre de cette séance commémorative.

L'Assemblée a ainsi achevé sa séance commémorative à l'occasion de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 120 de l'ordre du jour ?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Point 15 de l'ordre du jour (suite)**

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes**

#### **Projet de résolution (A/76/L.42)**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Zambie, qui va présenter le projet de résolution A/76/L.42.

**M. Simbyakula** (Zambie) (*parle en anglais*) : Ma délégation a l'honneur de présenter le projet de résolution A/76/L.42, intitulé « Journée internationale de la santé des végétaux ». Nous sommes très reconnaissants à toutes les délégations qui ont participé activement aux consultations informelles, et nous apprécions très vivement leur flexibilité et leurs contributions apportées dans le cadre d'un dialogue constructif.

Les végétaux produisent l'oxygène indispensable à la vie sur Terre et constituent 80 % des aliments que nous consommons. Pourtant, ils sont constamment attaqués par des organismes nuisibles et des maladies, qui détruisent chaque année de 20 à 40 % des cultures vivrières, entraînant de faibles rendements et des pertes commerciales. Cette situation empêche des millions de personnes de disposer d'une nourriture suffisante et a des effets négatifs, en particulier sur les communautés rurales pauvres, qui tirent la majeure partie de leurs revenus de l'agriculture. Par conséquent, en protégeant



les végétaux des parasites envahissants et des maladies, nous pouvons considérablement contribuer à la sécurité alimentaire, à une meilleure nutrition, à la protection de l'environnement, à la lutte contre les changements climatiques et à un développement économique accru, ainsi qu'à la réalisation de l'objectif d'éliminer la faim.

En décembre 2018, l'Assemblée générale a adopté la résolution 73/252, intitulée « Année internationale de la santé des végétaux (2020) », qui visait à faire prendre conscience au monde entier que la protection de la santé des végétaux est essentielle à nos moyens de subsistance en luttant contre la faim et en réduisant la pauvreté, ainsi qu'en maintenant un environnement sain. Malgré les revers causés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des activités majeures ont été menées aux niveaux mondial, régional et national, auxquelles des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, y compris le secteur privé, des organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes ont pris part de concert, en témoignage de l'importance que revêt la santé des végétaux pour toutes les formes de vie sur Terre et pour la réalisation des objectifs de développement durable.

En octobre 2020, la vingt-septième session du Comité de l'agriculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a approuvé une proposition défendue par la Zambie pour que la Journée internationale de la santé des végétaux soit célébrée le 12 mai de chaque année. La quarante-deuxième session de la Conférence de la FAO, en juin 2021, a adopté à l'unanimité la résolution 6/2021, qui a fait de cette proposition l'un des principaux legs de l'Année internationale de la santé des végétaux (2020).

Je tiens à souligner que la célébration de la Journée internationale de la santé des végétaux assurera la continuité des efforts déployés tout au long de l'Année internationale de la santé des végétaux en 2020 et permettra de poursuivre l'objectif principal de sensibilisation à l'importance et aux effets de la santé des végétaux dans la résolution des problèmes de portée mondiale, notamment la faim, la pauvreté, les menaces pour l'environnement et le développement économique. Cette célébration rappellera également aux gouvernements de prendre les mesures appropriées, notamment élaborer des politiques, renforcer les capacités et investir dans les infrastructures, afin de promouvoir la santé des végétaux et la lutte contre les maladies et les organismes nuisibles aux végétaux, et de mettre en œuvre des mesures de lutte contre les changements climatiques

et les activités humaines qui, au fil des ans, sont eux aussi apparus comme des défis nouveaux et urgents pour la santé des végétaux.

La proclamation du 12 mai comme Journée internationale de la santé des végétaux bénéficie de l'appui des parties contractantes à la Convention internationale pour la protection des végétaux, des organes directeurs de la FAO, des membres de la FAO représentant toutes les régions de cette dernière et de diverses organisations partenaires appartenant à différents groupes de parties prenantes.

Pour terminer, qu'il me soit également permis de souligner que le texte du projet de résolution est basé sur les documents pertinents issus de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de la Convention internationale pour la protection des végétaux et d'autres organisations.

Au nom de tous les coauteurs, j'espère sincèrement que ce projet de résolution recevra un appui unanime à la présente séance plénière.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/76/L.42, intitulé « Journée internationale de la santé des végétaux ».

Je donne maintenant la parole à la représentante du Secrétariat.

**Mme De Miranda** (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : J'informe les délégations que, depuis le dépôt du projet de résolution, outre ceux énumérés dans le document publié sous la cote A/76/L.42, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Afrique du Sud, Angola, Arménie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, El Salvador, Guatemala, Guinée équatoriale, Inde, Indonésie, Japon, Mongolie, Namibie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Thaïlande, Turquie et Zimbabwe.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de résolution A/76/L.42 ?

*Le projet de résolution A/76/L.42 est adopté (résolution 76/256).*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 15 de l'ordre du jour.

**Point 20 de l'ordre du jour** (*suite*)

**Développement durable**

### Projet de décision (A/76/L.45)

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de décision A/76/L.45, intitulé « Accréditation et participation d'une organisation intergouvernementale à la réunion internationale intitulée « Stockholm+50 : une planète saine pour la prospérité de tous – notre responsabilité, notre chance » ».

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de décision A/76/L.45 ?

*Le projet de décision A/76/L.45 est adopté*  
(décision 76/558).

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 20 de l'ordre du jour.

### Points 20 et 78 de l'ordre du jour (suite)

#### Développement durable

#### Les océans et le droit de la mer

##### a) Les océans et le droit de la mer

### Projet de décision (A/76/L.44)

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de décision A/76/L.44, intitulé « Accréditation et participation d'une organisation intergouvernementale à l'édition 2022 de la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable no 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ».

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter le projet de décision A/76/L.44 ?

*Le projet de décision A/76/L.44 est adopté*  
(décision 76/559).

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 20 et du point 78 a) de l'ordre du jour.

### Point 129 de l'ordre du jour (suite)

#### Santé mondiale et politique étrangère

### Rapport du Secrétaire général (A/76/492)

### Projet de résolution (A/76/L.43)

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Norvège, qui va présenter le projet de résolution A/76/L.43.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est sans aucun doute l'un des plus grands défis mondiaux de l'histoire récente. Elle a révélé de graves lacunes en ce qui concerne la préparation, la prévention et la riposte face aux urgences sanitaires. Elle a mis à l'épreuve notre capacité à agir en tant que communauté mondiale et a révélé des inégalités accablantes dans le monde d'aujourd'hui. Elle mettra également à l'épreuve notre capacité à tirer des enseignements de nos actions et à aller de l'avant.

Notre riposte à la COVID-19 et à la crise économique qui en a résulté a été ponctuelle. Nous devons la transformer en solutions durables sur le long terme.

C'est pourquoi j'ai l'honneur aujourd'hui, au nom du groupe restreint de l'Initiative politique étrangère et santé mondiale – Afrique du Sud, Brésil, France, Indonésie, Norvège, Sénégal et Thaïlande – de présenter le projet de résolution A/76/L.43, intitulé « Saisir les plus hautes instances politiques des questions de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies ». Qu'il me soit permis de mettre en exergue certains des principaux éléments du projet de résolution.

Premièrement, il envoie un message clair : nous devons intensifier la collaboration et la coordination internationales en matière de préparation et de riposte face aux pandémies au plus haut niveau politique. Pour ce faire, nous devons renforcer la mise en œuvre du Règlement sanitaire international – le seul instrument juridiquement contraignant qui définit les droits et les obligations des pays en matière de notification des problèmes et des urgences de santé publique susceptibles de franchir les frontières.

En outre, nous devons appuyer les discussions en cours au sein de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) aux fins de l'élaboration d'une convention, d'un accord ou d'un autre instrument international, pour améliorer la préparation et la riposte au niveau mondial face à une nouvelle pandémie.

Deuxièmement, le projet de résolution invite les États Membres à donner la priorité à la prévention, à la préparation et à la riposte face aux pandémies dans leurs programmes nationaux, à construire des systèmes de santé résilients et à donner la priorité aux soins de

santé primaires – en adoptant une stratégie faisant intervenir l'ensemble des pouvoirs publics et axée sur la société tout entière.

Troisièmement, le projet de résolution appelle à un financement plus durable pour la préparation et la riposte face aux pandémies. Il souligne l'importance d'assurer à l'OMS un financement adéquat et prévisible lui permettant de s'acquitter de ses fonctions essentielles. La sécurité sanitaire est un bien public mondial, et il est de notre responsabilité commune de faire les investissements nécessaires.

Quatrièmement, le projet de résolution met l'accent sur l'accès, notamment en soulignant la nécessité d'appuyer les efforts du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 afin d'accélérer la mise au point et la production de moyens de diagnostic, de traitements et de vaccins pour lutter contre la COVID-19 et rendre ceux-ci accessibles à tous et à toutes, ainsi qu'en reconnaissant l'importance d'un personnel de santé qualifié, qui est essentiel pour que personne ne soit laissé de côté.

Cinquièmement, n'oublions pas que les zoonoses sont parmi les sources les plus probables des futures pandémies. Pourtant, il n'existe actuellement aucun accord mondial sur la surveillance, la gestion et la riposte face à ces menaces. Par conséquent, le projet de résolution invite également les institutions compétentes à élaborer des options, pour examen par leurs organes directeurs, en vue d'établir une stratégie commune, y compris un plan de travail conjoint sur l'approche « Une seule santé », pour mieux faire face aux épidémies.

Pour conclure, aucun pays ne peut lutter seul contre une pandémie. Nous comptons tous sur la collaboration mondiale multilatérale et multisectorielle. Par conséquent, je voudrais également exprimer ma sincère gratitude à toutes les délégations pour leur appui, leur participation et la souplesse dont elles ont fait preuve tout au long de ce processus. Et je voudrais remercier tout particulièrement nos chers collègues du Sénégal de nous avoir permis d'apporter la dernière touche au projet de résolution A/76/L.43 lors de la reprise de la session de l'Assemblée générale, pendant leur présidence de l'Initiative politique étrangère et santé mondiale.

**M. Manalo** (Philippines) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom du Groupe des Amis en faveur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les établissements de santé, composé de la Colombie, de l'Égypte, de la Hongrie, de

la Mauritanie, du Népal, de la Pologne, de la Slovénie et de mon propre pays, les Philippines.

Les effets multidimensionnels de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) restent une des préoccupations les plus pressantes auxquelles nous sommes confrontés, car elle a bouleversé nos vies, réduit à néant des années de progrès en matière de développement durable et creusé les inégalités, notamment parmi les plus vulnérables.

Notre groupe appuie le thème du projet de résolution A/76/L.43 de cette année sur la santé mondiale et la politique étrangère, qui vise à saisir les plus hautes instances politiques des questions de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies pour que nous puissions reconstruire en mieux après la crise actuelle et pour que nous soyons mieux préparés à faire face aux futures urgences sanitaires.

La pandémie de COVID-19 a également révélé la nécessité urgente d'améliorer l'accès aux services fournis dans le cadre de l'initiative « Eau, Assainissement et Hygiène pour tous » (WASH) dans les établissements de santé. L'initiative WASH est la première ligne de défense contre la COVID-19, un virus qui se développe dans un contexte des inégalités qui caractérisent nos sociétés et nos systèmes de santé. Les services fournis dans le cadre de l'initiative WASH sont donc essentiels pour prévenir la propagation du COVID-19 ainsi que d'autres maladies, pour traiter en toute sécurité les personnes infectées et pour prévenir de futures pandémies.

La disponibilité des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les établissements de santé est également d'une importance fondamentale pour la fourniture de soins de qualité centrés sur la personne, la sécurité sanitaire, et les questions de préparation et de riposte face aux pandémies. Ces services réduisent l'exposition aux maladies, ainsi que la transmission des maladies, et contribuent au respect de la dignité et des droits humains de toutes les personnes, en particulier des personnes en situation vulnérable, notamment les mères, les nouveau-nés, les enfants et les populations autochtones.

L'initiative WASH dans les établissements de santé est essentielle pour prévenir les décès de millions de personnes dus aux services de santé peu sûrs et de mauvaise qualité. L'absence de ces services essentiels concerne près de 2 milliards de personnes, et ce sont les communautés des pays à revenu faible ou intermédiaire qui sont les plus touchées par ce problème sanitaire et économique extrêmement grave.

Le Secrétaire général a pris conscience de cette crise même avant la pandémie de COVID-19 et a lancé un appel mondial à l'action en mars 2018, soulignant que l'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour tous dans les établissements de santé est fondamental pour la réalisation de la couverture sanitaire universelle et des principaux objectifs de développement durable, à savoir l'élimination de la pauvreté, l'amélioration de l'éducation, la réduction des inégalités, l'eau potable et l'assainissement, une meilleure santé et le bien-être pour tous.

Les investissements dans les services de l'initiative WASH et leur amélioration constitueront une première ligne de défense face à la prochaine pandémie. Les services de l'initiative WASH dans les établissements de santé sont un élément nécessaire aux soins de santé primaires et le fondement des systèmes de santé solides.

Nous ne saurions trop insister sur le rôle essentiel que joue cette initiative dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, la prévention et la maîtrise des infections, la création d'environnements sûrs pour la protection de la mère et de l'enfant et les principaux critères pour atteindre l'objectif de la couverture sanitaire universelle d'ici à 2030.

Les Philippines et la Hongrie, en tant que coprésidents du Groupe d'Amis en faveur de l'initiative WASH dans les établissements de santé, et les membres de notre groupe s'engagent à attirer l'attention au sein de l'ONU, sur les questions de l'eau potable, de l'assainissement, de l'hygiène et de la prévention et de la lutte contre les infections dans les établissements de santé. Nous invitons les autres États Membres à se joindre à nous pour promouvoir cette initiative, dans le cadre de notre engagement commun à atteindre les objectifs de développement durable, en particulier au cours de cette décennie d'action, et pour contribuer à saisir les plus hautes instances politiques des questions de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies.

Nous sommes prêts à collaborer avec d'autres groupes d'amis pour permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge et pour garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

**M<sup>me</sup> Ludwig** (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel ; et l'Association européenne de libre-échange, ainsi que la République de Moldova et la Géorgie s'associent à la présente déclaration.

D'emblée, nous souhaitons remercier la Norvège et tout le groupe restreint pour leurs efforts et leur action en ce qui concerne le projet de résolution A/76/L.43.

Alors que le monde est toujours aux prises avec la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui entre maintenant dans sa troisième année, cette question est très pertinente et importante : les pandémies représentent une menace grave pour notre santé et nos vies, nos économies et nos moyens de subsistance.

C'est le moment pour l'humanité de se rassembler dans un esprit de solidarité et de coopération. Malheureusement, la Russie, dans le cadre de son agression militaire brutale contre l'Ukraine, avec la participation du Bélarus, mène des attaques aveugles contre des civils et des infrastructures civiles, y compris des hôpitaux. La résolution ES-11/2, que nous avons adoptée le 24 mars, exige le plein respect et l'entière protection de l'ensemble du personnel médical et humanitaire, ainsi que du matériel médical et des installations médicales. Nous demandons instamment à la Russie d'appliquer pleinement cette résolution et d'honorer ses obligations découlant du droit international. Nous sommes également préoccupés par la situation humanitaire catastrophique liée à plusieurs autres conflits armés en cours.

Malheureusement, la pandémie actuelle ne sera pas la dernière. Compte tenu de ses répercussions négatives sur presque tous les aspects de la vie humaine, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour prévenir l'apparition de nouvelles épidémies, éviter que les épidémies ne se transforment en pandémies et nous préparer pour faire mieux face aux futures pandémies et autres menaces sanitaires.

À cet égard, nous prenons note avec une satisfaction particulière d'un certain nombre d'éléments et d'engagements importants dans le projet de résolution, notamment le renforcement de la coordination internationale et l'appui au processus en cours à Genève concernant une convention, un accord ou un autre



instrument international de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies ; l'appel à donner la priorité à la prévention et à la riposte aux pandémies dans nos programmes nationaux, dans le plein respect des droits humains ; la nécessité de mettre en place une couverture sanitaire universelle et de construire des systèmes de santé résilients et équitables, capables de maintenir les fonctions et les services de santé publique essentiels dans les situations d'urgence sanitaire ; et la reconnaissance de l'importance de renforcer les capacités mondiales, régionales et locales de production – une approche que l'Union européenne appuie déjà activement dans plusieurs pays africains.

Nous reconnaissons également la nécessité de financer pleinement le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, qui est l'outil véritablement multilatéral et le plus puissant, pour fournir des vaccins de manière équitable par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Ce dispositif tient également compte des besoins en matière de traitements, d'outils de diagnostic et de l'aspect essentiel du renforcement des systèmes de santé et de la préparation des pays.

Nous sommes bien conscients des effets néfastes de la COVID-19 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Il faut traduire ce constat en contre-mesures efficaces, de toute urgence. L'égalité des sexes est une condition préalable non seulement pour reconstruire en mieux, mais aussi pour une prévention et une préparation efficaces face aux pandémies.

Nous prenons également note avec satisfaction de la convocation d'une autre réunion de haut niveau sur la résistance aux antimicrobiens en 2024, une date qui semble éloignée, mais il faut faire davantage pour lutter contre la pandémie silencieuse de la résistance aux antimicrobiens.

Pour s'attaquer aux causes profondes des pandémies, il est essentiel de relever les défis de la santé humaine, animale et écosystémique sur la base de l'approche « Une seule santé ». Nous constatons avec satisfaction que l'appel à une coopération plus étroite entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'OMS et l'Organisation mondiale de la santé animale a abouti à l'élaboration d'un mémorandum d'accord quadripartite avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui a été signé en mars.

Néanmoins, étant donné que le projet de résolution A/76/L.43 est un texte fondamental sur la santé à l'Assemblée générale, nous sommes convaincus qu'il aurait gagné à intégrer également certains aspects holistiques, tels qu'une reconnaissance explicite du fait que les services de santé sexuelle et procréative font partie des services de santé publique essentiels.

Dans la perspective du prochain projet de résolution sur la santé mondiale et la politique étrangère, nous aimerions que le processus soit un peu plus transparent afin que les délégations puissent planifier en conséquence sur la base d'un calendrier publié bien à l'avance.

**M. Prongthura** (Thaïlande) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

La santé est une question qui a fait l'objet d'une attention politique accrue à New York au fil des ans, mais en particulier ces deux dernières années, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a placé la santé en tête des priorités de l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi l'ASEAN estime que le projet de résolution annuel présenté par l'Initiative politique étrangère et santé mondiale, intitulé « Saisir les plus hautes instances politiques des questions de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies » (A/76/L.43), est très opportun et pertinent.

L'ASEAN reste profondément préoccupée par le coût humain et les souffrances persistantes ainsi que par les graves perturbations sociales et économiques et les effets dévastateurs sur les vies et les moyens de subsistance provoqués par la COVID-19, qui ont durement touché la région.

Pour que notre région soit plus résiliente et plus forte après la pandémie, l'ASEAN s'efforcera de mettre en œuvre pleinement et efficacement les initiatives de l'Association relatives à la COVID-19, telles que le Fonds de l'ASEAN pour l'action face à la COVID-19 et, en particulier, le cadre de redressement global de l'ASEAN et son plan de mise en œuvre, qui est la stratégie de sortie consolidée de la région face à la pandémie de COVID-19. Les États membres de l'ASEAN sont déterminés à travailler ensemble sur la base des cinq grandes stratégies du cadre de redressement global qui portent sur la santé, la sécurité humaine, l'intégration économique, la transformation numérique et la durabilité.

Dans le cadre de la stratégie globale en matière de santé, l'ASEAN considère qu'il est nécessaire d'améliorer la production et la distribution de vaccins dans la région pour mettre immédiatement fin à la pandémie de COVID-19, notamment en renforçant la collaboration et le partage d'expériences avec les partenaires en matière de recherche, de mise au point, de production et de distribution de vaccins ; en garantissant un accès équitable aux médicaments contre la COVID-19 ; en faisant en sorte que les vaccins contre la COVID-19 soient disponibles et abordables pour tous en tant que biens publics mondiaux ; et en se préparant à d'autres situations d'urgence de santé publique à l'avenir.

Cela contribuerait également à renforcer la sécurité et l'autosuffisance en matière de vaccins au niveau régional à long terme, ce qui constitue une stratégie prioritaire pour la santé dans les États membres de l'ASEAN, tel qu'indiqué dans la déclaration des dirigeants de l'Association sur la sécurité et l'autosuffisance en matière de vaccins.

Nous sommes également convaincus que la mise en place de systèmes de santé solides et résilients et d'une couverture sanitaire universelle est le fondement même de la prévention, de la préparation et de la riposte face aux pandémies. Par ailleurs, nous accordons de l'importance au renforcement des capacités de la région en matière de préparation, de prévention, de détection et de riposte face aux urgences de santé publique et aux maladies émergentes. À cet égard, nous attendons avec intérêt la mise en service du Centre de l'ASEAN pour les urgences de santé publique et les maladies émergentes, qui servira de pôle d'excellence et de centre de ressources régional.

Nous devons également renforcer la résilience face aux nouvelles maladies infectieuses et aux futures menaces pour la santé, notamment la résistance aux antimicrobiens, que l'ASEAN considère comme un risque pour l'environnement et la santé humaine. L'ASEAN se félicite donc de la proposition qui figure dans le projet de résolution A/76/L.43 d'organiser une réunion de haut niveau sur la résistance aux antimicrobiens en 2024.

Pour conclure, l'ASEAN souhaite réaffirmer son engagement à continuer de travailler avec la communauté internationale, en particulier avec l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation des Nations Unies, afin d'assurer une vie saine et le bien-être pour tous, notamment en mettant fin à la pandémie de COVID-19, en sortant plus forts et plus résilients du processus de relèvement et en étant mieux préparés aux futures urgences sanitaires et autres chocs.

**M. Abd Aziz** (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Thaïlande au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. C'est également avec plaisir que nous nous sommes portés aujourd'hui coauteurs du projet de résolution A/76/L.43.

Comme l'a déclaré le Secrétaire général en 2020, « la pandémie met manifestement à l'épreuve la coopération internationale – épreuve à laquelle nous avons échoué. » (S/2020/953, *annexe I*). Ses paroles sont toujours d'actualité. À ce jour, plus de 6 millions de personnes ont péri à cause de cette pandémie.

Malgré l'ampleur et la nature de la pandémie, qui ne connaît pas de frontières, d'une manière générale, il n'y a pas encore de préparation, de solidarité et de coopération au niveau mondial. Le clivage entre le Nord et le Sud de la planète, y compris en ce qui concerne les questions d'accès aux vaccins, persiste. Le plus décevant, c'est que la suspicion et l'acrimonie entre certains pays continuent de faire obstacle à la confiance et à la coopération dont nous avons tant besoin, même face à des défis communs.

La Malaisie est fermement convaincue qu'il n'y aura pas de relèvement mondial tant que la pandémie ne sera pas maîtrisée. À cet égard, il faut privilégier le renforcement de la collaboration entre les pays et les acteurs non étatiques sur les questions de santé dans la prise de décision en matière de politique étrangère, notamment dans les instances multilatérales, telles que l'ONU.

Tel doit être notre objectif, pour la simple raison que les questions de santé mondiale, comme la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ont des conséquences graves et de large portée sur nos efforts visant à promouvoir les trois piliers de l'Organisation des Nations Unies, que je vais développer brièvement en trois points.

Premièrement, en ce qui concerne le pilier de la paix et de la sécurité, les pays qui ne disposent pas de systèmes de santé solides et fiables, en particulier les pays fragiles et touchés par des conflits, ont souvent du mal à instaurer ou à maintenir la paix. Le manque ou l'absence de confiance dans les institutions fournissant des services de santé de base à la population peut conduire à des conflits et peut les prolonger. Cela peut ensuite provoquer une crise humanitaire, susceptible de porter atteinte à la paix et la sécurité nationales, régionales et mondiales.

Deuxièmement, en ce qui concerne le pilier du développement, la pandémie a déclenché une crise sans précédent, inversant les progrès accomplis dans la réalisation des 17 objectifs de développement durable, les plus pauvres et les plus vulnérables du monde étant les plus touchés. Elle continue également à mettre en évidence les inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. Dans un contexte plus large, la crise sanitaire mondiale continue d'avoir des conséquences sur le commerce, les investissements directs étrangers et la croissance économique.

Le seul moyen de garantir un relèvement inclusif est de vacciner le monde. Tant que le virus ne sera pas combattu partout de la même manière, les flux commerciaux et les chaînes d'approvisionnement mondiales continueront d'être gravement perturbés, ce qui coûtera des billions de dollars à l'économie mondiale et entravera les progrès des pays dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation de ses objectifs.

Troisièmement, en ce qui concerne le pilier des droits de l'homme, il ne fait aucun doute qu'ils jouent un rôle essentiel dans la riposte à la pandémie et dans le relèvement. La santé est un droit humain fondamental, indispensable à l'exercice des autres droits de l'homme.

Nous n'avons pas d'autre choix que de travailler de concert pour garantir la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des soins de santé en tant que droit humain pour tous sans discrimination, y compris l'accès au vaccin contre la COVID-19. Le nationalisme vaccinal doit cesser, car il ne fait que favoriser l'apparition de nouveaux variants. L'apparition du variant Omicron a mis en évidence cette dure réalité.

Une population et une planète en bonne santé sont fondamentales pour la prospérité, la sécurité et la stabilité. En décembre 2021, la Malaisie a lancé son cadre de politique étrangère pour l'après-pandémie, qui fixe les trois objectifs suivants en matière de diplomatie sanitaire : premièrement, nous aspirons à devenir un acteur responsable pour garantir l'équité en matière de santé publique mondiale ; deuxièmement, nous cherchons à établir des partenariats internationaux en matière de santé publique, de recherche et de mise au point de vaccins, et de capacités pharmaceutiques ; et, troisièmement, nous sommes engagés en faveur des approches multilatérales en ce qui concerne la santé publique et les défis mondiaux.

Nous faisons de notre mieux pour traduire ces engagements en actions. Par exemple, la Malaisie accueille actuellement un centre régional pour l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies géré par le Programme alimentaire mondial, qui fournit des solutions en matière de chaînes d'approvisionnement à la communauté humanitaire internationale, y compris des expéditions de fret de secours humanitaire pour appuyer les opérations mondiales de lutte contre la COVID-19. En outre, mon pays abrite un bureau de représentation de l'Organisation mondiale de la Santé, avec six centres de collaboration et de recherche opérant dans quatre organismes publics et deux universités publiques.

Nous sommes également fiers d'accueillir le centre de services mondial de l'OMS et d'avoir rejoint l'instrument mondial de mise au point des vaccins contre la COVID-19, le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Au nom de la solidarité, de l'humanité et du multilatéralisme, nous avons fourni près d'un million de vaccins au Bangladesh, au Laos, en Bosnie-Herzégovine et en Palestine. Nous restons déterminés à continuer d'aider les pays ayant un faible taux de vaccination en leur fournissant des vaccins contre la COVID-19.

Par ailleurs, la Malaisie appuie également l'appel à renforcer la solidarité mondiale dans la lutte contre la pandémie et à considérer le vaccin comme un bien public mondial. En outre, nous devons faire pression pour obtenir des dérogations en matière de propriété intellectuelle pour les vaccins et les traitements vitaux dans les situations de pandémie et pour renforcer les capacités de nombreux autres pays à fabriquer des vaccins et des traitements.

L'une des plus grandes menaces auxquelles le monde d'aujourd'hui est confronté est minuscule et microscopique, mais notre action collective doit être vaste et audacieuse. La promotion de la politique étrangère et la défense des intérêts de la santé mondiale doivent aller de pair, car les pays doivent coopérer et agir ensemble pour faire face à la crise sanitaire mondiale et à ses effets dévastateurs. La Malaisie continuera à défendre et à promouvoir ces liens, et nous appelons tous les États Membres à faire de même.

**M<sup>me</sup> Pullela** (Australie) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de faire la présente déclaration au nom des délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Tout d'abord, je tiens à préciser que nos pays condamnent dans les termes les plus fermes l'invasion non provoquée, injuste et illégale de l'Ukraine par la Russie. Cette invasion constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international, notamment au regard des rapports choquants de l'Organisation mondiale de la Santé faisant état de dizaines d'attaques russes contre le personnel et les installations de santé ukrainiens.

Comme le monde entier peut le voir, la guerre que mène la Russie contre l'Ukraine aura de nombreuses répercussions, notamment sur la santé mondiale, car la sécurité alimentaire et énergétique dans le monde a été compromise et les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées. Nos pays appuient fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et appellent la Russie à retirer immédiatement ses forces du territoire ukrainien, conformément à la décision juridiquement contraignante de la Cour internationale de Justice.

Nous remercions le Secrétaire général pour son rapport sur la santé mondiale et la politique étrangère, et saluons ses appels à une action ambitieuse des États Membres et à la coopération internationale pour inverser les tendances négatives en matière de santé et de développement résultant des effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous remercions également le groupe restreint de l'Initiative sur la santé mondiale et la politique étrangère, en particulier la Norvège, pour avoir pris l'initiative de présenter le projet de résolution A/76/L.43, que nous examinons aujourd'hui.

Les circonstances n'ont pas été simples cette année, étant donné le rythme rapide des discussions sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies dans le monde. Depuis la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle en 2019, nous avons été témoins des effets dévastateurs et sans précédent de la COVID-19 sur la santé mondiale et les systèmes de santé. Nous avons constaté l'importance capitale d'assurer un accès équitable aux vaccins et autres fournitures médicales dans le monde entier, et nous restons engagés en faveur de l'objectif de vacciner 70 % de la population mondiale contre la COVID-19 d'ici à la mi-2022, notamment en renforçant les systèmes qui acheminent les vaccins, les traitements, les outils de diagnostic et les autres technologies de santé.

Nous pensons que le coût de la mise en place d'une couverture sanitaire universelle ainsi que de la prévention et de la préparation aux urgences sanitaires est

faible par rapport au coût de la riposte à des crises telles que la COVID-19. Nous devons donner la priorité aux dépenses publiques consacrées à la santé et aux autres secteurs sociaux, car les États Membres continuent de s'attaquer aux problèmes liés à la COVID-19 tout en maintenant les services de santé essentiels.

Comme nous l'avons vu au niveau mondial, les femmes ont un rôle essentiel à jouer pour assurer un relèvement inclusif et durable après les crises sanitaires et économiques de la COVID-19. Elles joueront également un rôle important pendant les futures pandémies. Cependant, les pandémies ont des lourdes conséquences pour les femmes et les filles, car elles interrompent leur accès à l'éducation, aux perspectives économiques, à la protection sociale et aux services de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes, et augmentent le risque et la gravité de la violence pour un trop grand nombre d'entre elles. Cela est également vrai pour d'autres groupes marginalisés, notamment les personnes handicapées, les membres de la communauté LGBTI, les peuples autochtones et les minorités ethniques, qui ont tous été touchés de manière disproportionnée par les répercussions de la pandémie sur la santé, l'économie, la sécurité et la société.

Le monde doit maintenir son engagement en faveur de l'égalité des sexes, de la sécurité économique et de l'autonomisation des femmes, ainsi que de leur participation pleine, égale et véritable aux activités de santé et de soins. Cela est essentiel pour garantir la santé de nos communautés et de nos économies et pour que nous soyons mieux préparés à faire face aux futures pandémies.

Nous sommes déterminés à tirer les enseignements de la pandémie de COVID-19 pour construire un système de santé mondial plus agile et plus réactif, avec l'Organisation mondiale de la Santé en son centre. Nous considérons qu'un nouvel instrument international sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies serait un moyen important de réaliser une réforme ambitieuse tout en mettant en œuvre un programme de plus large portée visant à renforcer l'architecture sanitaire mondiale.

Nous sommes favorables à un processus de négociation ouvert, inclusif et transparent qui reflète les diverses expériences et les défis auxquels sont confrontés les États Membres, notamment les pays à revenu faible ou intermédiaire et les petits États insulaires.



Enfin, nous avons négocié ce projet de résolution dans des circonstances inhabituelles, étant donné les nombreuses discussions en cours sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies. Nous voudrions encourager les membres du groupe restreint, et en particulier le Président pour l'année prochaine, à envisager des méthodes de travail et des délais qui permettraient de mener des consultations véritablement significatives et transparentes avec l'ensemble des Membres de l'ONU, tant à New York qu'à Genève. Lorsque le projet de résolution sera soumis à l'examen, il sera important de s'assurer qu'il reflète les évolutions en matière de santé et de politique étrangère au niveau mondial, ainsi que les voix de tous les États Membres de l'ONU. Je tiens à assurer l'Assemblée de l'engagement constructif continu des délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

**M<sup>me</sup> Sulaiman** (Brunéi Darussalam) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, le Brunéi Darussalam s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Thaïlande au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Le Brunéi Darussalam tient à remercier le Secrétaire général pour son rapport détaillé sur ce point de l'ordre du jour (A/76/492). Les mesures prioritaires présentées dans le rapport méritent d'être examinées attentivement dans le cadre de nos efforts continus pour nous relever de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Comme l'a souligné à juste titre le Secrétaire général dans son rapport, la santé mondiale et la politique étrangère sont inextricablement liées. Les dimensions politique et socioéconomique de la santé mondiale exigent des solutions non seulement au niveau national mais également au niveau international.

De nombreux exemples par le passé ont montré que l'harmonisation de la santé mondiale avec la politique étrangère peut donner lieu à des avantages importants pour la santé de la planète et le développement et la croissance pacifiques. Si la santé mondiale avait été pleinement intégrée à la politique étrangère avant la pandémie de COVID-19, le monde aurait peut-être été mieux préparé à affronter la crise grâce à des systèmes de santé plus forts et plus résilients.

Le décalage entre la santé mondiale et la politique étrangère a été mis en évidence lors de la pandémie de COVID-19, lorsque les pays ont commencé à se replier sur eux-mêmes et à être moins disposés à travailler les uns avec les autres. Au début de la pandémie, le

nationalisme et le protectionnisme sont devenus politiquement attrayants dans de nombreuses régions du monde. De nombreux pays ont unilatéralement fermé leurs frontières, interdit l'exportation de fournitures médicales essentielles telles que les masques, les équipements de protection individuelle, les kits de dépistage test et les respirateurs, ont rejeté la faute sur les autres et diffusé des informations erronées. Cependant, les gains à court terme de ces actions n'ont pas duré et se sont avérés contre-productifs.

En tant que petit pays qui dépend du libre-échange et de l'ouverture des frontières, le Brunéi Darussalam ne peut se permettre de se replier sur lui-même et de fermer complètement ses frontières. Comme de nombreux autres pays, le Brunéi Darussalam a dû maintenir un équilibre délicat entre la nécessité de sauver des vies en endiguant la propagation du virus et celle de protéger les moyens de subsistance en maintenant l'économie en activité.

Au début de la pandémie, nous avons collaboré avec nos principaux partenaires commerciaux pour veiller à ce que nos voies commerciales restent ouvertes afin de faciliter la circulation des biens et des services. Nous avons également travaillé avec nos voisins au sein de la région pour établir des voies vertes réciproques afin de faciliter les voyages d'affaires et officiels essentiels pendant la pandémie, notamment grâce à la reconnaissance réciproque des certificats de vaccination.

Dans un esprit de solidarité, le Brunéi Darussalam a également fait don d'articles médicaux et de matériel médical pour aider les pays amis de la région dans leur lutte contre la pandémie, et ces pays ont également fait la même chose en notre faveur. C'est cela le multilatéralisme : s'entraider quand on est dans le besoin et fournir une assistance quand cela est possible.

Les mesures d'atténuation qui ont été prises promptement par le Brunéi Darussalam se sont avérées efficaces et ont permis d'éviter les infections communautaires pendant plus d'un an. Malheureusement, comme beaucoup d'autres, nous avons été touchés par une deuxième vague de la pandémie, et il y a eu de nouveaux cas de transmission locale en août 2021. Notre gouvernement a immédiatement renforcé ses capacités de dépistage, ses efforts de vaccination et ses programmes de sensibilisation. Nous avons pu le faire avec succès grâce à l'appui de nos partenaires du secteur privé et des bénévoles, notamment avec la participation active de nos jeunes.

Aujourd'hui, nous sommes en mesure de traiter jusqu'à 5 000 tests de dépistage de la COVID-19 sur écouvillon par jour, ce qui contribue à contenir les foyers épidémiques. Nous avons également mis en place des centres de dépistage et de vaccination mobiles et accessibles en voiture dans tout le pays pour soigner et protéger notre population.

Nous utilisons toujours un mécanisme généralisé de recherche des contacts par l'intermédiaire d'une application appelée *BruHealth*, ce qui a permis d'identifier efficacement des groupes de cas importés ainsi que des cas transmis localement. Nous continuons à souligner l'importance de la transparence dans la communication et les échanges entre le Gouvernement et le public au moyen de conférences de presse quotidiennes organisées par le Ministère de la santé, en sensibilisant le public à l'importance de la distance physique et de l'auto-isolement, ainsi que de l'hygiène et de la désinfection de base.

La politique étrangère a également joué un rôle essentiel dans notre programme national de vaccination contre la COVID-19. Le Brunéi Darussalam a commencé à vacciner sa population en avril 2021 et, à ce jour, plus de 94 % de notre population a reçu deux doses de vaccin, dont 60,9 % ont été renforcées par une troisième dose. Cette réalisation n'aurait pas été possible sans l'appui et la coopération de nos amis et partenaires extérieurs, le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 et les fabricants de vaccins.

Le Brunéi Darussalam s'engage à jouer le rôle qui lui revient et à collaborer avec l'ONU pour mettre en place un système de santé mondial plus résilient, équitable et inclusif, fondé sur le principe de la fourniture de soins de santé essentiels universellement accessibles, de haute qualité et abordables pour nos populations. Il faut notamment appeler à un appui mondial en faveur de la reconnaissance mutuelle de tous les vaccins et sources approuvés par l'Organisation mondiale de la Santé et abandonner les politiques qui imposent une liste restreinte de vaccins autorisés pour franchir les frontières.

Malgré toutes les incertitudes de ces deux dernières années, la pandémie de COVID-19 a montré clairement que nous appartenons tous à une seule race humaine. Nous avons plus de choses en commun que nous ne l'imaginions. Ce n'est que par la solidarité mondiale, la coopération et l'entraide que nous pourrions véritablement venir à bout de cette pandémie et passer ce que le Secrétaire général a qualifié de redoutable test pour la promesse faite par la communauté mondiale de ne laisser personne de côté.

**M. Guo Jiakun** (Chine) (*parle en chinois*) : La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sévit depuis presque deux ans. La pandémie la plus grave depuis un siècle fait toujours rage et les fréquentes mutations virales posent de graves problèmes pour la vie humaine, la santé et le développement durable. Venir à bout de la pandémie dans les meilleurs délais et rétablir la croissance économique sont les principales priorités de la communauté internationale.

Je voudrais faire les trois observations suivantes.

Premièrement, face à la pandémie, nous devons maintenir la solidarité et la coopération pour éliminer les disparités en matière de vaccination. La pandémie a prouvé une fois de plus qu'il n'existe pas d'îlot isolé de sécurité absolue dans le monde. La société humaine est une communauté de destin partagé. La vie et la santé des habitants des pays en développement sont aussi précieuses et importantes que celles des habitants des autres pays.

Les vaccins sont l'arme la plus puissante contre le virus. La clef de la coopération mondiale actuelle contre la pandémie est de veiller à une distribution équitable des vaccins. Tous les pays doivent honorer leurs engagements au lieu de faire des promesses vaines. La Chine a été le premier pays à proposer de faire des vaccins contre la COVID-19 un bien public mondial et est le plus grand contributeur à la distribution équitable des vaccins. À ce jour, nous avons fourni plus de 2,1 milliards de doses de vaccins à plus de 120 pays et organisations internationales.

Un vaccin sur deux utilisé dans le monde est fabriqué en Chine. Mon pays est un fervent partisan de la production de vaccins dans le cadre de la coopération. Il a été le premier à soutenir les dérogations aux droits de propriété intellectuelle des vaccins et a pris les devants en matière de transfert de technologies vers les pays en développement. À ce jour, nous avons coopéré avec plus de 20 pays à des fins de production de vaccins, avec une capacité de production annuelle d'un milliard de doses.

La Chine participe activement à la coopération multilatérale en matière de vaccins. Nous appuyons le rôle central de coordination de l'Organisation mondiale de la Santé et nous donnons la priorité aux besoins d'approvisionnement du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Nous avons fait don de 100 millions de dollars au Mécanisme COVAX, et fourni plus de 200 millions de doses de vaccins.

Deuxièmement, face à la pandémie, nous devons promouvoir l'ouverture et l'inclusion et relancer les efforts en faveur du développement économique. Les chaînes industrielles et les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été durement touchées par la pandémie. Les déséquilibres structurels entre l'offre et la demande se sont accentués, et les pressions inflationnistes ont augmenté.

Nous sommes tous confrontés aux mêmes problèmes : parvenir à assurer un développement et une reprise économique durables face à la pandémie et coordonner les activités de lutte contre la pandémie, de stabilisation de l'économie et de protection des moyens de subsistance des populations. En septembre dernier, le Président Xi Jinping a proposé, au cours de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale (voir A/76/PV.3), une initiative pour le développement mondial. Cette initiative défend le concept fondamental consistant à mettre l'être humain au premier plan, suit une approche fondée sur une coopération pragmatique, prône un esprit de partenariat ouvert et inclusif et appelle la communauté internationale à accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Son objectif est de favoriser un développement mondial plus fort, plus vert et plus sain et de construire une communauté mondiale de destin en matière de développement. Cette initiative montre la voie à suivre en matière de développement mondial et pour promouvoir la coopération internationale au service du développement.

L'Initiative pour le développement mondial est un autre bien public important fourni par la Chine à la communauté internationale. Cette initiative est ouverte au monde entier, et tous les pays sont invités à y participer et à unir leurs efforts pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

Troisièmement, face à la pandémie, nous devons nous attaquer à la fois aux symptômes et aux causes profondes, et améliorer le système de gouvernance. La pandémie de COVID-19 est un test pour le système de gouvernance mondiale de la santé. Nous devons renforcer le rôle des Nations Unies et de l'Organisation mondiale de la Santé, améliorer le système mondial de prévention et de contrôle des maladies, et améliorer la prévention et la riposte face aux éventuelles futures épidémies. Nous devons mettre l'accent sur les consultations approfondies, les contributions conjointes et le

partage, tenir pleinement compte des opinions des pays en développement et mieux refléter leurs préoccupations et demandes légitimes.

Nous devons absolument améliorer nos capacités de surveillance, d'alerte rapide et de réaction face aux urgences ; notre capacité à traiter les malades pendant les grandes pandémies ; notre capacité à stocker et à sécuriser les fournitures d'urgence ; notre capacité à lutter contre la désinformation ; et notre capacité à fournir un appui aux pays en développement.

La Chine a toujours attaché une grande importance à la prévention et à la riposte face aux pandémies. Elle est ouverte à toutes les initiatives et à tous les efforts qui peuvent contribuer à renforcer la solidarité mondiale et à coordonner les réponses aux futures pandémies. Elle est prête à travailler avec la communauté internationale pour construire une communauté de destin pour l'humanité.

**M. Romero Puentes** (Cuba) (*parle en espagnol*) : La maladie à coronavirus (COVID-19) a mis en évidence l'ordre international injuste dans lequel nous vivons. Les pays et les groupes les plus vulnérables sont ceux qui ont été les plus touchés, non seulement par les effets directs du virus sur la santé, mais aussi par ses conséquences socioéconomiques.

Contrairement au sentiment collectif qui devrait prévaloir face à une telle situation, les pays développés se sont lancés dans une course effrénée et irresponsable pour se procurer, pour eux seuls, des vaccins et des moyens de protection contre la COVID-19. En outre, pendant toute la pandémie, les mesures coercitives unilatérales contre des pays en développement ont été renforcées, en violation de la Charte des Nations Unies et du droit international, et au mépris des appels lancés par le Secrétaire général et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à lever ces mesures, qui imposent des difficultés supplémentaires aux pays touchés, dans leurs efforts pour faire face à la pandémie.

Nous ne pouvons pas oublier que les difficultés provoquées par la COVID-19 se sont ajoutées aux problèmes auxquels nous étions déjà confrontés sur le plan de la santé mondiale, qui touchent également de manière disproportionnée les pays les plus pauvres, comme le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose et les maladies non transmissibles. C'est un paradoxe insoutenable de savoir que notre monde connaît tant de progrès scientifiques et dispose de tant de ressources

économiques alors que des millions de personnes meurent de maladies curables ou évitables. Aussi longtemps qu'il y aura un ordre privilégiant une minorité aux dépens du plus grand nombre, nous ne ferons guère de progrès en matière de santé mondiale.

Depuis presque deux ans que dure maintenant la pandémie de COVID-19, Cuba fait face, en plus des défis liés à cette maladie, à l'agressivité du Gouvernement des États-Unis, qui, de manière opportuniste et criminelle, a renforcé le plus long blocus économique, commercial et financier jamais imposé à un pays et mène une guerre non classique pour déstabiliser le pays. Le blocus empêche Cuba de se procurer du matériel, des technologies, des équipements, des traitements et des médicaments auprès d'entreprises des États-Unis. Ces produits ne peuvent alors être obtenus qu'à des prix plus élevés, en passant par des intermédiaires, ou ils doivent être remplacés par des produits génériques moins efficaces. Il est donc difficile pour les membres de la population de recevoir les médicaments en temps voulu, sans compter l'absence ou la pénurie de certains médicaments dans les hôpitaux.

Face à ces graves pénuries, la communauté scientifique cubaine a mis au point trois vaccins et deux vaccins candidats contre la COVID-19, ce qui a permis au pays de vacciner entièrement 89,4 % de sa population. Au 26 mars, plus de 35 millions de doses avaient été administrées.

Ainsi, Cuba a été le premier pays à vacciner les enfants âgés de 2 à 18 ans contre la COVID-19. Ceci témoigne de la solidité de notre système scientifique et de nos innovations technologiques au service de la population. Par ailleurs, nous avons réaffirmé notre volonté de coopérer avec d'autres pays intéressés afin de conclure des accords sur l'approvisionnement et la production de vaccins – une modeste contribution que nous voulons apporter à l'objectif d'une vaccination universelle et rapide.

Pendant que les États-Unis essaient de rivaliser avec les services de santé que nous fournissons à plusieurs pays, Cuba, guidée par son attachement profond à la solidarité et à l'humanisme, a dépêché plus de 4 900 personnes, réparties en 57 brigades médicales, dans 40 pays et territoires touchés par la COVID-19, en réponse aux demandes que nous avons reçues. Nous pourrions faire davantage, que ce soit pour le système sanitaire de notre pays ou pour accompagner les efforts d'autres pays, notamment face à la COVID-19, si seulement nous pouvions accéder aux ressources dont nous sommes illégalement privés en raison du blocus imposé par les États-Unis.

Cuba continuera à plaider en faveur d'un monde plus juste pour toutes les nations et tous les peuples, un monde où règnent la solidarité, la coopération et le multilatéralisme et où le plein exercice du droit humain à la santé est privilégié.

**M. Konstantinopolskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous tenons à remercier le groupe restreint de l'Initiative politique étrangère et santé mondiale, dirigé par la Norvège, pour le projet de résolution thématique traditionnel qu'il nous a présenté (A/76/L.43), et pour les consultations qui ont été tenues. La délégation russe se félicite de ce document et appuie son adoption par l'Assemblée générale.

Malgré le calendrier serré et le rythme intense du processus de négociation, le projet de résolution dont nous sommes saisis est un texte concis et clairement axé sur le thème proposé. Nous sommes satisfaits de cette approche et nous nous félicitons que nos principales observations et priorités aient été prises en compte. Nous nous réjouissons de constater que le projet de résolution confirme le rôle fondamental joué par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans le cadre des efforts multilatéraux visant à protéger le monde contre les maladies infectieuses. Nous recommandons de consolider encore plus le rôle que joue l'OMS en tant que coordonnateur de la coopération internationale dans ce domaine.

Dans ce contexte, nous pensons qu'il est fondamental que le texte réaffirme l'importance du Règlement sanitaire international en tant que document juridique essentiel pour la préparation aux situations d'urgence dans le secteur de la santé. Nous souscrivons en outre aux dispositions relatives à un éventuel nouvel instrument juridique, conclu sous les auspices de l'OMS, qui correspondrait aux accords trouvés dans le cadre de l'Assemblée mondiale de la Santé.

Le projet de résolution souligne à juste titre la nécessité de garantir un accès équitable aux moyens diagnostics, aux traitements et aux vaccins en ce qui concerne la maladie à coronavirus (COVID-19), et rappelle avec raison le rôle positif joué par plusieurs initiatives pour relever ce défi capital. Nous notons également avec satisfaction que le projet de résolution accorde une attention particulière à la mise en place d'une couverture sanitaire universelle, l'accent étant mis en particulier sur le rôle central des soins de santé primaires dans ce cadre. Nous saluons en outre la décision de tenir, en 2024, une réunion de haut niveau de



l'Assemblée générale sur la résistance aux antimicrobiens, et espérons que les États Membres participeront activement à sa préparation.

Cependant, nous pensons qu'il serait contre-productif de chercher à devancer ou à hâter le résultat du processus professionnel que les États Membres ont décidé d'adopter pour répondre aux pandémies dans le cadre de l'OMS. Ces tentatives pourraient prendre la forme d'initiatives parallèles dans d'autres instances de l'ONU ou en dehors de l'Organisation mondiale. Une telle approche risque de fragmenter cet important programme et d'en brouiller la compréhension commune, ce qui, à notre avis, ne sert pas l'objectif poursuivi, à savoir unir la communauté internationale pour empêcher que des problèmes similaires ne se reproduisent à l'avenir.

Nous devons également répondre aux délégations qui ont, hélas, utilisé une fois de plus une manifestation de l'Assemblée générale consacrée à un domaine précis pour mener une guerre de l'information. Notre délégation réfute les fausses accusations portées contre nous. Nous avons informé la communauté internationale des motifs et objectifs de notre opération spéciale en Ukraine à de multiples reprises. Ils sont bien connus et nous n'allons pas les répéter encore une fois.

Nous souhaitons toutefois appeler l'attention sur le fait que les États qui affirment défendre les véritables principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international les ont bafoués pendant de nombreuses années et continuent de le faire, ou préfèrent se livrer à des manipulations et passer sous silence les réalités indésirables.

Dans ce contexte, on ne comprend pas pourquoi ils n'ont pas réagi aux bombardements répétés des hôpitaux du Donbass par l'armée ukrainienne. Pourquoi n'ont-ils pas porté devant l'ONU la question des conséquences du blocus commercial et économique visant le Donbass, qui a été imposé par les autorités de Kiev, ou du manque d'accès aux médicaments à Donetsk et Lougansk ? Pourquoi font-ils mine d'ignorer que les bataillons nationalistes utilisent les infrastructures civiles à des fins militaires et se servent des civils comme boucliers humains ? Et que dire des déclarations notoires du chef de l'hôpital ukrainien appelant à la violence contre les prisonniers russes ?

Nous demandons qu'on en finisse avec le deux poids, deux mesures et que les travaux de l'Assemblée générale ne soient pas politisés. C'est contre-productif,

et cela ne nous permettra pas de régler quelque problème que ce soit. Il existe d'autres instances au sein de l'ONU pour avoir ce type de discussions. Nous n'avons pas l'intention de revenir sur ce sujet.

**M. Mahmoud** (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier les délégations des États membres du groupe restreint de l'Initiative politique étrangère et santé mondiale, lancée par l'Organisation mondiale de la Santé, d'avoir présenté le projet de résolution intitulé « Saisir les plus hautes instances politiques des questions de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies » (A/76/L.43). Je remercie également la délégation norvégienne d'avoir facilité les consultations sur le projet de résolution, lequel coïncide avec le début de la troisième année des travaux internationaux menés par l'Assemblée générale pour répondre à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et faire face à ses conséquences sur nos sociétés.

Trois ans après le début de la pandémie, nous observons que le virus continue de muter, malgré les avancées scientifiques dans la production et la distribution des vaccins, et malgré le succès des initiatives qui visent à combler l'écart entre la production et la demande. Ainsi, la situation actuelle nous rappelle qu'il importe de fournir des vaccins à tous les pays, ce qui nécessite une approche globale qui s'appuie sur l'existence d'une volonté politique aux plus hauts échelons. Il faut également faciliter un meilleur accès aux financements et aux technologies connexes. Dans ce contexte, l'Égypte a plaidé pour une stratégie internationale visant à prendre en compte les capacités de production des États Membres, à renforcer leurs capacités et à organiser le transfert de technologies, de vaccins, de médicaments et de matières premières. Comme il est indiqué dans le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2021*, établi par le Secrétaire général, la réalisation de ces objectifs accusait déjà du retard avant même le début de la pandémie, ce qui confirme la nécessité de mener des efforts concertés afin d'accélérer la lutte contre le virus et de renforcer notre capacité d'atténuer ses effets économiques et sociaux.

L'Égypte s'est mobilisée pour accélérer la vaccination de ses citoyens, en particulier des personnes qui sont les plus touchées par le virus. Elle a aussi œuvré pour assurer la fabrication locale de vaccins et le transfert des technologies requises dans l'optique de transformer l'Égypte en un centre régional d'exportation de vaccins vers tous les pays voisins. Plus de 76 millions de doses,

de différents types de vaccins, ont été administrées en Égypte, où l'on estime que 32 millions de personnes sont entièrement vaccinées.

L'Égypte a également commencé les essais cliniques pour son vaccin national, EgyVax, ce qui atteste des capacités de production de notre pays, qui a déjà produit plus de 30 millions de doses du vaccin Sinovac afin de répondre aux besoins locaux et de participer à la chaîne d'approvisionnement mondiale. L'Égypte s'emploie par ailleurs à fournir des vaccins produits localement aux pays voisins où les taux de vaccination sont faibles. Nous collaborons aussi avec la Chine sur ce point. L'annonce de l'inclusion de l'Égypte dans la liste des pays africains recevant la technologie des vaccins à ARNm est peut-être la meilleure preuve des capacités de production égyptiennes dans ce domaine.

Ces succès sont le fruit de nos efforts visant à relever le niveau des services de santé dans tout le pays. L'Égypte a lancé plusieurs initiatives sanitaires de portée générale, placées sous le slogan « 100 Million Health » (La santé pour 100 millions de personnes), notamment la campagne nationale visant à éliminer le virus de l'hépatite C et à dépister les maladies non transmissibles et l'initiative visant à protéger la santé des femmes égyptiennes, entre autres projets importants. Nous avons aussi lancé le projet d'assurance maladie complète qui couvre tous les Égyptiens et vise à leur alléger le fardeau des dépenses de santé et à mettre en place une couverture sanitaire complète d'ici 2030.

Au niveau continental, l'Égypte vient de ratifier la convention portant création de l'Agence africaine du médicament, qui a pour objet de renforcer les capacités locales de production de médicaments dans les pays africains et d'améliorer les capacités médicales en palliant les carences dans la production de médicaments et en relevant les défis de l'industrialisation dans le domaine médical en Afrique. À cet égard, l'Égypte va accueillir en juin le premier salon médical africain, appelé Africa Health ExCon, qui permettra de répondre aux besoins médicaux au moyen de produits et de services, et de faciliter l'accès des pays africains aux équipements médicaux modernes.

Pour terminer, la persistance des problèmes actuels impose des efforts internationaux concertés pour venir à bout des défis présents et pour veiller à ce que le processus de redressement après la pandémie soit à la fois global et efficace. Comme il est souligné dans le projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui, il est nécessaire de renforcer la coopération et la coordination internationales afin d'améliorer la prévention et la préparation face aux pandémies ainsi que les moyens d'y répondre. Dans ce contexte, je tiens à rappeler que l'Égypte s'engage pleinement à œuvrer en faveur de la sécurité sanitaire régionale et internationale.

*La séance est levée à 13 heures.*